

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

ECOLE NORMALE SUPERIEURE

DEPARTEMENT D'HISTOIRE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

HIGHER TEACHER TRAINING
COLLEGE

DEPARTMENT OF HISTORY

**LA PLACE DE LA FEMME DANS LA
POLITIQUE AU CAMEROUN : CAS DE
LA REGION DE L'EST DE 1966 A 2013**

*Mémoire présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention du Diplôme de
Professeur de l'Enseignement Secondaire Deuxième Grade (D.I.P.E.S II)
en Histoire*

par :

Mireille FORO ZOULDE

Licenciée en Histoire

sous la direction de :

Lucie ZOUYA MIMBANG

Chargée de Recherche

et la supervision de :

Eugène Désiré ELOUNDOU

Maître de Conférences

année académique 2015-2016.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	i
DEDICACE.....	iii
REMERCIEMENTS.....	iv
LISTE DES SIGLES ABREVIATIONS ET ACRONYMES	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES PHOTOS ET CARTE	vii
RESUME.....	viii
ABSTRACT	ix
INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE I : LA FEMME DE L’EST DANS L’ACTION POLITIQUE DE 1966 A 1990.....	12
I- LE MONOPARTISME ET LA SITUATION POLITIQUE DE LA FEMME DE L’EST CAMEROUN 1966 – 1990	12
II- LES FACTEURS LIMITANT L’INSERTION DE LA FEMME DE L’EST DANS LES CIRCUITS POLITIQUES AU CAMEROUN ENTRE 1966 ET 1990	19
CHAPITRE II : LE MULTIPARTISME ET LA SITUATION POLITIQUE DE LA FEMME DE L’EST CAMEROUN 1990–2013	29
I- LES FACTEURS QUI DETERMINENT L’INTEGRATION DE LA FEMME DE L’EST CAMEROUN EN POLITIQUE : 1990-2013	29
II- LES LIEUX DE REPRESENTATION POLITIQUE DE LA FEMME DE L’EST CAMEROUN 1990–2013.....	38
CHAPITRE III : LES DEFIS LIES A L’ACTION POLITIQUE DE LA FEMME ET LA REPARTITION SOCIOPROFESSIONNELLE DES FEMMES POLITIQUES DE LA REGION DE L’EST.....	50
I- LES DEFIS LIES A L’ACTION POLITIQUE DE LA FEMME DE L’EST CAMEROUN	50
II- APPARTENANCE SOCIOPROFESSIONNELLE DES FEMMES POLITIQUES DE LA REGION DE L’EST	59

CHAPITRE IV : LES PIONNIERES POLITIQUES A L'EST- CAMEROUN ET LES LIMITES DE LEURS ACTIONS	67
I- LES PIONNIÈRES DE LA POLITIQUE À L'EST-CAMEROUN	67
II- LES LIMITES DES ACTIONS POLITIQUES DE LA FEMME DE L'EST	80
CONCLUSION GENERALE	82
SOURCES ET REFERNCES BIBLIOGRAPHIQUES	82
ANNEXES	82
TABLE DES MATIERES	82

A

la grande famille Zoulde ;
mes chères et tendres enfants.

REMERCIEMENTS

La mise au point de ce travail est l'œuvre d'un ensemble significatif de personnes auxquelles nous tenons à exprimer notre profonde gratitude.

Ainsi, nous tenons à remercier particulièrement notre directeur de mémoire le Docteur Lucie Zouya Mimbang, dont la volonté, la disponibilité, les conseils, et les remarques ont été d'une importance capitale.

Nous remercions également notre superviseur le Pr Eugène Désiré Eloundou. Ses conseils, sa disponibilité et surtout la rigueur dans le travail nous ont été d'un grand apport.

Notre reconnaissance va également à l'endroit des enseignants du département d'histoire, dont le rôle dans notre formation intellectuelle ne fait l'ombre d'aucun doute : les Professeurs Salvador Eyézo'o, Michael Ndobegang, Jean Paul Ossah Mvondo, Robert Kpwang Kpwang. Les Docteurs Joseph Tanga Onana ; Souley Mane, Alioum Idrissou, Jeanne Mbarga Messomo, Achille Elvice Bella, Christophe Signe. Messieurs Louis Rameau Deluz Mbida, Jean Pierre Ntamag, Moselie Mvondo, Alexis Gassisou, David Maura, René Ngeck Monteh. Mesdames Thérèse Mayi, Fanta Bring et Obé Efoua sans oublier les enseignants des départements de géographie, des sciences de l'éducation et d'anglais.

Nous remercions nos différents informateurs sur le terrain. Notamment Gilbert Keman Dogoua, Paul Ayoka, Albert Doua, Esther Yaffo Ndoe, Débora Ngonbossom Kiringa et bien d'autres.

LISTE DES SIGLES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

- ACAFEJ** : Association Camerounaise des Femmes juristes
- ALVF** : Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes
- ANDP** : Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès
- CERAC** : Cercle des Amis du Cameroun
- CIRCB** : Centre International de Recherche Chantal Biya
- FAWECAM**: Forum for African Women Educationalist Cameroon
- FESCICAM**: Femmes Scientifiques du Cameroun
- MINASCOF** : Ministère des Affaires Sociales et de la condition Féminine
- MINCOF** : Ministère de la Condition Féminine
- OFRDPC** : Organisation des Femmes du Rassemblement Démocratique du
Peuple Camerounais
- OFUNC** : Organisation des femmes de l'Union Nationale Camerounaise
- OJRDPC** : Organisation des Jeunes du Rassemblement Démocratique du
Peuple Camerounais
- ONAREST** : Office National de la Recherche Scientifique et Technique
- RDPC** : Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
- UNC** : Union Nationale Camerounaise
- UNDP** : Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès
- UPC** : Union des Populations du Cameroun
- UPF** : Union pour le Progrès et la Fraternité

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Récapitulatif des femmes de l'Est à l'assemblée nationale de 1966 à 1990.....	19
Tableau 2: Effectif des élèves du Lom et Djerem dans les écoles officielles, années scolaires 1966-1967 et 1971-1972	24
Tableau 3 : La jeune fille au sein de l'OJRDPC à l'Est Cameroun.....	40
Tableau 4 : Représentation des femmes de l'Est au sein des partis d'opposition de 1990 à 2013 (bureau de section)	42
Tableau 5: Les femmes maires des communes à l'Est Cameroun de 2002 à 2013	44
Tableau 6 : Récapitulatif des femmes de l'Est à l'assemblée nationale de 1973 à 2013.....	47
Tableau 7 : Répartition des femmes politiques de l'Est Cameroun à travers les commissions.....	58
Tableau 8 : Répartition professionnelle des femmes politiques de la région de l'Est Cameroun	64

LISTE DES PHOTOS ET CARTE

1. Photos

Photo 1 : Mme Ngonbossom Kuinga Debora	69
Photo 2: Hôtel de ville de Gaoura-Boulaï construit par Esther Yaffo	75
Photo 3 : Brigitte GOBE, première femme député de l'Est Cameroun	76
Photo 4 : Isabelle Tokpanou sénatrice représentant le Haut-Nyong	79

2. Carte

Carte 1 : Carte de localisation de la Région de l'EST Cameroun.....	11
---	----

RESUME

Dans la région de l'Est Cameroun, les femmes représentent plus de 50% de la population. Elles contribuent énormément au processus national de développement socio-économique de la région. Toutefois, plusieurs statistiques montrent que malgré leur rôle de plus en plus important dans les différentes sphères de la vie rurale et urbaine, leur participation aux instances de prise de décision locales et nationales reste encore très limitée, à cause de nombreux facteurs qui entravent leur intégration ou leur émergence dans ce domaine. Ainsi malgré le nouveau contexte politique des années 1990 (le multipartisme et le vent des démocraties), l'approche genre est faiblement intégrée dans la politique camerounaise, surtout à l'Est Cameroun. Le phénomène de démocratisation ne satisfait pas encore la population notamment la gente féminine qui reste presque encore écartée de la vie politique. A l'Est-Cameroun, la course vers les postes politiques reste encore un parcours du combattant pour la femme qui se bat à briser les barrières qui s'érigent en face d'elle en politique.

De ce fait, les femmes de la région méritent une attention particulière afin de jouer pleinement leur rôle politique et de relever tous les défis auxquels elles sont confrontées dans leur action politique. C'est pour cela que les femmes désireuses de faire une bonne carrière politique, doivent prendre en main leur destin, faire preuve d'engagement et de volonté. Celles qui sont déjà présentes sur la scène politique doivent servir de modèle aux autres.

ABSTRACT

In the East region of Cameroon, women represent more than 50% of the population. They contribute a lot to the national process of socio-economic development of the region. However, many statistics show that despite their ever-growing role in rural and urban sectors, their participation in decision making at the local and national levels is still very low. This is because of many factors which hinder their integration or their progress in this domain. So despite the new political context of the 1990s, gender approach is hardly considered in the Cameroon policy, especially in East Cameroon. The phenomenon of democratization does not yet satisfy the population, especially the fair sex which is almost set apart from political life. In East Cameroon, the race towards political posts remains an obstacle course for women who struggle somehow or other to break political barriers which are built in front of them.

For that reason, they deserve particular attention so that they can fully play their political role and face all the challenges ahead in their political action. Therefore, the women who wish to exercise well in politics should take their political destiny in hand, show proof of will and commitment. Those who are already present on the political scene should serve as examples for others.

INTRODUCTION GENERALE

A- PRESENTATION DU THEME

Les études à l'école normale supérieure sont sanctionnées par l'obtention d'un diplôme de professeur de l'enseignement secondaire II^{ème} grade (D.I.P.E.S II). Diplôme qui passe par la rédaction et la présentation d'un mémoire. C'est dans ce cadre que, nous avons été appelés à mener des recherches en vue d'apporter des suppléments à l'histoire en général et particulièrement à l'histoire politique, en montrant l'implication de la femme camerounaise dans la sphère politique nationale. Nous sommes sans ignorer que l'histoire de la femme au cours des siècles a pour toile de fond la marginalisation dans tous les domaines de la vie. En effet, considérée comme « un être inférieur » la femme fut longtemps maintenue dans la passivité négative et l'égoïsme masculin synonymes d'asservissement séculaire de la femme.¹

Cependant, le XX^e siècle commence avec le débat sur l'intégration de la femme dans différents domaines de la société. Pour ce qui est de son insertion en politique, elle fait l'objet des débats à travers le monde. Voilà pourquoi nous avons choisi d'en faire l'objet de notre travail. Retenu avec l'accord de notre directeur de mémoire nous centrons notre étude sur la contribution de la femme de l'Est Cameroun dans la politique de 1966 à 2013.

La femme de l'Est retient notre attention pour plusieurs raisons conviées.

B- LES RAISONS DE CHOIX DU SUJET

Le choix de notre thème d'étude n'est pas un fait du hasard. Premièrement, la faible participation des femmes aux instances de décision au

¹ F. E. Etoga, *Sur le chemin du développement : essai d'histoire des faits économiques du Cameroun*, Yaoundé CEPME, 1971, p.31.

Cameroun nous amène à nous interroger sur la place que la femme de l'Est occupe dans cette sphère. Non seulement pour déceler les raisons de leur faible taux dans ce domaine, mais aussi pour comprendre les défis majeurs qu'elle doit relever pour améliorer sa situation. Aussi, les enseignements reçus au département d'histoire de l'université de Yaoundé I dans le cadre de l'unité d'enseignement portant sur la femme et société en Afrique ainsi que nos différentes lectures nous montrent que la femme avait une place de choix dans la société traditionnelle. En effet elle avait un rôle important dans l'éducation des enfants, l'économie et certains aspects de la vie politique. Notre curiosité nous amène donc à nous interroger sur la place qu'occupe la femme actuelle dans le domaine politique, particulièrement celle de la région de l'Est. En tant que femme nous avons constaté que la gente féminine n'a pas toujours la place sociale qu'elle mérite à cause de nombreuses discriminations dont elle fait l'objet. Cette injustice s'observe aussi au niveau de la femme de l'Est Cameroun qui est notre région d'origine.

C- INTERET DU SUJET

Le thème sur la femme et politique, est un sujet de débat et d'actualité, car il amène à redéfinir le statut, le rôle de la femme au sein de la société. Il permet aux hommes et aux femmes de prendre conscience des disparités dans leur participation respective aux activités politiques. A travers ce travail, nous voulons conscientiser la femme camerounaise et celle de l'Est en particulier sur le fait qu'elle n'est pas inférieure à l'homme. Car comme le disait Mahamat Gandhi : « l'homme et la femme forment un couple inégalable. L'un complète l'autre et chacun aide l'autre de telle sorte que l'existence de l'un sans l'autre est inimaginable et que tout ce qui porte atteinte à l'un entraîne irrémédiablement la chute des deux ».² Ainsi en tant que citoyenne à part entière, la femme doit

² Union interparlementaire, « Vers un partenariat hommes et femmes en politique », rapports et documents No 29, Genève 1997, p.3.

apporter sa pierre à la construction de la nation, elle doit prendre en main son destin politique en s'impliquant davantage dans les décisions politiques en tant que femme, actrice principale de la production des biens. Cette étude a aussi pour but de faire comprendre à la femme de l'Est que son action politique est un élément essentiel à sa modernisation. Aussi faut-il l'encourager à lutter contre les représentations sociales qui lui sont préjudiciables et qui sont une entrave et un défi aux lois et dispositions qui favorisent le libre accès de cette dernière au travail et à une vie sociale active. Enfin, ce travail nous permet d'apporter notre modeste contribution à l'historiographie camerounaise.

D- LE CADRE SPATIO-TEMPOREL

Sur le plan spatial, notre étude porte sur la région de l'Est Cameroun. Cette région naît suite aux décrets No 61/DF15 du 20 octobre 1961 et de la révision constitutionnelle du 2 juin 1972 qui crée les provinces. En 2008, le président de la république abolit l'appellation de province par le décret No 2008/376 du 12 novembre 2008. Les provinces sont désormais appelées régions. La région Est Cameroun est limitée au nord par l'Adamaoua, à l'Est par la RCA, au Sud par la république du Congo et à l'Ouest par les régions du centre et du sud. Elle couvre une superficie de 109011 km² et abrite une population d'environ 833 523³ habitants.

Pour ce qui est du temps, notre thème de recherche s'étale sur une période de 47 ans soit de 1966 à 2013 pendant laquelle il nous importe d'examiner la femme au sein des circuits politiques au Cameroun et à l'Est particulièrement.

L'année 1966 qui est le point de départ de notre travail est une date importante dans l'histoire du Cameroun. En effet elle marque l'instauration du monopartisme avec la création de l'UNC (Union Nationale Camerounaise), le tout premier parti unique du pays. Concernant la femme ce parti est à l'origine

³ INS, ECAN, 2007.

de la mise sur pied de l'OFUNC (Organisation des Femmes de l'Union Nationale camerounaise) l'organe annexe de ce parti réservé à la femme.

L'année 2013 correspond à la fois aux élections couplées législatives et municipales et l'organisation des premières élections sénatoriales du Cameroun. Ces élections ont favorisé l'augmentation du nombre de femmes que ce soit dans les mairies, à l'assemblée nationale et au sénat. On a un pourcentage de 30% de femmes en politique contrairement aux années antérieures où le nombre de femmes était vraiment réduit. Outre la participation massive du nombre de femmes en politique, l'année 2013 symbolise le bicaméralisme du parlement camerounais avec l'organisation des premières élections sénatoriales au Cameroun.

E- CADRE THEORIQUE

Dans le cadre de cette étude, deux termes nécessitent une clarification. Il s'agit de :

Femme⁴: selon le dictionnaire encyclopédique, la femme est une personne de sexe féminin de l'espèce humaine (par opposition à l'homme, individu de sexe masculin), dont l'anatomie permet de porter et de mettre au monde des enfants. Elle se différencie de l'homme par son comportement, ses rôles, ses attitudes et ses valeurs. Dans la plupart des sociétés, les traits de comportement tels que l'humilité ou la soumission sont considérés comme féminins. Les autres éléments de détermination sont constitués de la gestuelle et parfois de la profession.

Politique : le terme politique vient du grec politikos (l'art de gérer les affaires de la cité), plusieurs approches le définissent comme l'organisation du pouvoir dans un Etat⁵. Dans un sens plus large, la politique est la structure et le fonctionnement d'une communauté, d'une société, elle concerne les actions,

⁴ www.Encyclopédia.com, du 10- 09-2015.

⁵ J. Parpart, K. Slaudt, *Women and state in Africa*, London, Lynner Reinner Publisher, 1988, p.20.

l'équilibre du développement interne et externe de la société, ses liens internes et ses rapports à d'autres ensembles. La politique est donc ce qui a trait au collectif, à une somme d'individualités ou de multiplicités.

En outre dans un sens beaucoup plus restreint, le mot politique renvoie à des luttes de pouvoir et de représentativité entre hommes et femmes et les différents partis politiques auxquels ils appartiennent⁶. Elle concerne la gestion des instances publiques surtout lorsqu'elle est faite soit d'élus affiliés à des partis politiques.

Dans la région de l'Est, on constate que la politique désigne un niveau de décision qui dépasse notre entendement. Elle est réservée à un niveau social plus élevé, à une catégorie de personnes et surtout aux hommes.

F- LA REVUE DE LA LITERATURE

Pour bien mener notre travail, nous avons consulté des ouvrages publiés et les mémoires de nos prédécesseurs qui traitent des sujets portant sur la femme en politique dans le monde en général et au Cameroun en particulier.

Catherine Coquery Vidrovitch⁷ montre dans son ouvrage intitulé, *Les africaines, Histoire des femmes d'Afrique Noire du XIX^{ème} siècle*, comment de la veille de la colonisation à nos jours, la condition de la femme a connu des changements importants en Afrique subsaharienne. Ceci de façon différente d'un bout du sous-continent à l'autre. L'auteur met en exergue le rôle non négligeable des femmes africaines dans les activités éducatives, économiques, politiques et aussi à travers leur sexualité. Nous pouvons donc déterminer la place attribuée à la femme dans plusieurs sociétés africaines.

Nicolas Ngadjui dans son livre intitulé *l'intégration de la femme dans le système politique camerounais*, s'intéresse à l'intégration progressive des femmes camerounaises à la vie publique, dans les structures comme

⁶ J. Parpart, K. Slaudt, *Women and state in Africa*,..., p. 21.

⁷Coquery-Vidrovitch, *Les Africaines, Histoire des femmes d'Afrique noire du XIX^{ème} siècle*, Paris, éditions Desjonquières, 1994, p.56.

l'administration, le gouvernement, le parlement, le conseil économique et social. Il retrace la genèse des femmes au parlement de la période de la tutelle à 1988. Il présente la manière par laquelle les femmes sont intégrées peu à peu à la scène politique camerounaise qui était jusqu'alors une propriété privée des hommes. Cette étude nous a permis de comparer le parlement de la période du monopartisme à celui du pluralisme⁸.

Le livre d'or des femmes parlementaires nous édifie au sujet du rôle de la femme camerounaise au sein de l'assemblée nationale. Il nous donne les informations sur la participation des femmes à la vie politique et aux nombreux défis qu'elles sont capables de relever.

Pierre Flambeau Ngayap dans son ouvrage intitulé : *Cameroun, qui gouverne ? De Ahidjo à Biya l'héritage et l'enjeu*, présente la genèse politique du Cameroun et nous donne la structure et le fonctionnement des systèmes politiques des pays africains dans l'ensemble. Concernant le parlement camerounais, l'auteur ressort le pluralisme politique, la représentation politique ou géopolitique, la composition socioprofessionnelle, l'âge et le sexe comme les principaux facteurs au recrutement des parlementaires⁹.

Bouba nous présente dans son mémoire intitulé "La femme dans la vie politique et économique au Cameroun de 1960 à 2004", la volonté des femmes camerounaises à servir leur pays que ce soit sur le plan économique que politique. Elles se font remarquer par les déterminations et leur engagement à apporter leur contribution au développement de la nation en participant de façon active à tous les domaines de la vie publique¹⁰.

Simplice Magloire Tsagué dans ses écrits intitulés "femme en politique au Cameroun : essai de mise en perspective historique de 1960 à 1990", révèle la prépondérance des hommes sur la scène politique et aussi les efforts fournis par

⁸ N Ngadjui, *L'intégration de la femme dans le système politique camerounais*, Yaoundé, éditions Zaye, 1990, p.158.

⁹P, Ngayap, *Cameroun : qui gouverne ? De Ahidjo à Biya l'héritage et l'enjeu*, éd Harmattan, 1983, p.9.

¹⁰ Bouba, " La femme dans la vie politique et économique au Cameroun de 1960 à 2004 ", mémoire de DEA en histoire, université de Yaoundé I, 2008, p.22.

les femmes camerounaises pour modifier le paysage politique du pays pour les actions qu'elles mènent dans le but d'améliorer leur condition.¹¹

Chantal Ndami dans son mémoire intitulé "la dynamique des femmes à la vie politique au Cameroun : le cas du parlement camerounais de 1969 à 1997", met en exergue la marginalisation des femmes au sein du parlement camerounais. Elle présente le problème de l'inégale répartition des postes occupés à l'assemblée nationale et surtout le problème de la sous-représentation des femmes au sein de cette institution. Elle présente aussi les facteurs qui empêchent l'ascension des femmes en politique et propose quelques solutions pour remédier à cette situation.¹²

L'ensemble de ces ouvrages et mémoires nous permet d'analyser la situation de la femme en politique en Afrique en général et particulièrement au Cameroun. La spécificité de notre travail est qu'il étudie la femme dans la politique à l'Est Cameroun.

C'est donc à partir de cet ensemble d'idées qui se rapportent à notre thème, que découle son problème central et ses objectifs.

G- PROBLEMATIQUE

La femme se voit toujours reléguée au second plan dans la prise de décisions et c'est ce qu'on observe dans la plupart des pays. Les différentes statistiques du ministère de la promotion de la femme et de la famille (MINPROFF) montrent la faible participation de la femme dans les structures décisionnaires du Cameroun. On lui confie toujours des portefeuilles qui ne traitent pas des problèmes liés à l'exercice de la souveraineté. Ils sont dotés des moyens si dérisoires qu'ils sont déconsidérés¹³.

¹¹ S. Tsagué, " Femme en politique au Cameroun : essai de mise en perspective historique 1960 – 1997 ", mémoire de maîtrise en histoire, université de Yaoundé I, 2001, p.34.

¹² Chantal Ndami, " La dynamique d'intégration des femmes à la vie politique au Cameroun : cas du parlement camerounais de 1960 – 1997", mémoire de maîtrise, université de Yaoundé I, 1999, p.3.

¹³ David Yana, " Statuts et rôle féminins au Cameroun ", in *politique africaine*, No 6, paris Karthala, Mars 1997, p.23.

Dans la région de l'Est Cameroun, la situation de la femme reste inchangée même si l'on retrouve quelques femmes députés, sénatrices, maires ou adjointes au maire. Elle a toujours joué le rôle de faire valoir des hommes au pouvoir à cause de son poids démographique indéniable¹⁴ dans les partis politiques. Leur taux de participation à des postes de dirigeantes des partis politiques n'a jamais dépassé les 30%. Elle se contente de la simple fonction d'animatrice de meeting dans le but d'augmenter le nombre d'adhérents au sein des partis auxquels elles appartiennent et où les leaders sont toujours des hommes.

De ce fait, en dépit de tous les problèmes susmentionnés, quelle est l'implication de la femme de l'Est dans le circuit politique au Cameroun ? De cette préoccupation naît une multitude de questions à savoir : quelles relations entretiennent les femmes avec leur milieu de vie ? Quel est le degré de représentativité des femmes originaires de l'Est dans les instances officielles de décision au Cameroun ? Quels sont les défis majeurs que ces femmes sont appelées à relever et les perspectives pour améliorer leur condition d'élues de la nation ?

H- LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La méthode utilisée pour la rédaction de ce mémoire est l'enquête de terrain, l'entretien avec différents informateurs et la consultation d'une documentation en rapport avec notre thème. La rédaction de ce travail s'est fait grâce à une méthodologie historique classique ; nous avons eu recours aux sources orales, écrites, iconographiques et à la documentation électronique.

Les sources orales de notre travail ont été collectées auprès des femmes députés, maires et sénatrices, anciens membres du gouvernement qui animent la vie politique dans les différents partis politiques. Nous avons aussi rencontré le

¹⁴M. Manga Mebenga, "Femme et pouvoir politique au Cameroun : cas de l'arrondissement de Ngoumou de 1990 à 2012", mémoire de DI.P.E.S II, École Normale Supérieure de Yaoundé, 2013-2014, p.14.

personnel des mairies, de l'assemblée nationale susceptibles de donner des informations relatives à notre thème.

Les sources écrites sont constituées d'ouvrages publiés, de mémoires, d'articles, des rapports officiels et privés, des dictionnaires encyclopédiques. Ces sources nous permettent de voir la démarche utilisée par ces différents auteurs dans leurs travaux. On les retrouve dans les archives nationales et privées, dans les bibliothèques et les sites internet. Ces sources sont d'un apport indéniable dans la réalisation de ce travail. Nous avons pour cela effectué plusieurs visites aux archives nationales de Yaoundé, de l'assemblée nationale, du ministère de la promotion de la femme et de la famille.

Les documents Iconographiques nous ont également permis de compléter les informations fournies par les sources orales et écrites. Nous avons pu relever des photos de personnages et de leurs actions en rapport avec notre sujet de recherche. Toutefois, nous avons été confrontés à de nombreuses difficultés au cours de l'élaboration de travail.

I- DIFFICULTES RENCONTREES

Durant l'élaboration de notre travail, nous Avons fait face à de nombreuses difficultés. La première est liée à la rareté ou à l'absence des documents ayant un lien avec notre thème. En effet, nous avons constaté que la femme de l'Est n'avait pas fait l'objet de recherches antérieures en dehors de quelques travaux sur la femme camerounaise en général. C'est ce qui a rendu notre travail encore plus difficile. Quant aux documents d'archives, ceux des Archives Nationales de Yaoundé (ANY) particulièrement, les décrets et lois, bien qu'existant sur les fichiers, sont quasiment introuvables.

L'autre difficulté provient de la collecte des données orales. Il a été pénible pour nous de rencontrer l'hostilité et la réticence des uns et des autres. Aussi, nous avons été victimes des agressions verbales des populations locales lors de la prise des photos d'illustration. Certaines personnes nous prenaient

pour des espions et faisant partie de la secte islamique Boko-Haram. De plus certaines femmes politiques de la région ont catégoriquement refusé de nous recevoir craignant d'avoir à faire à des potentielles adversaires politiques. Outre ces difficultés, nous avons ressorti un plan de travail structuré autour de quatre chapitres.

J- PLAN DU TRAVAIL

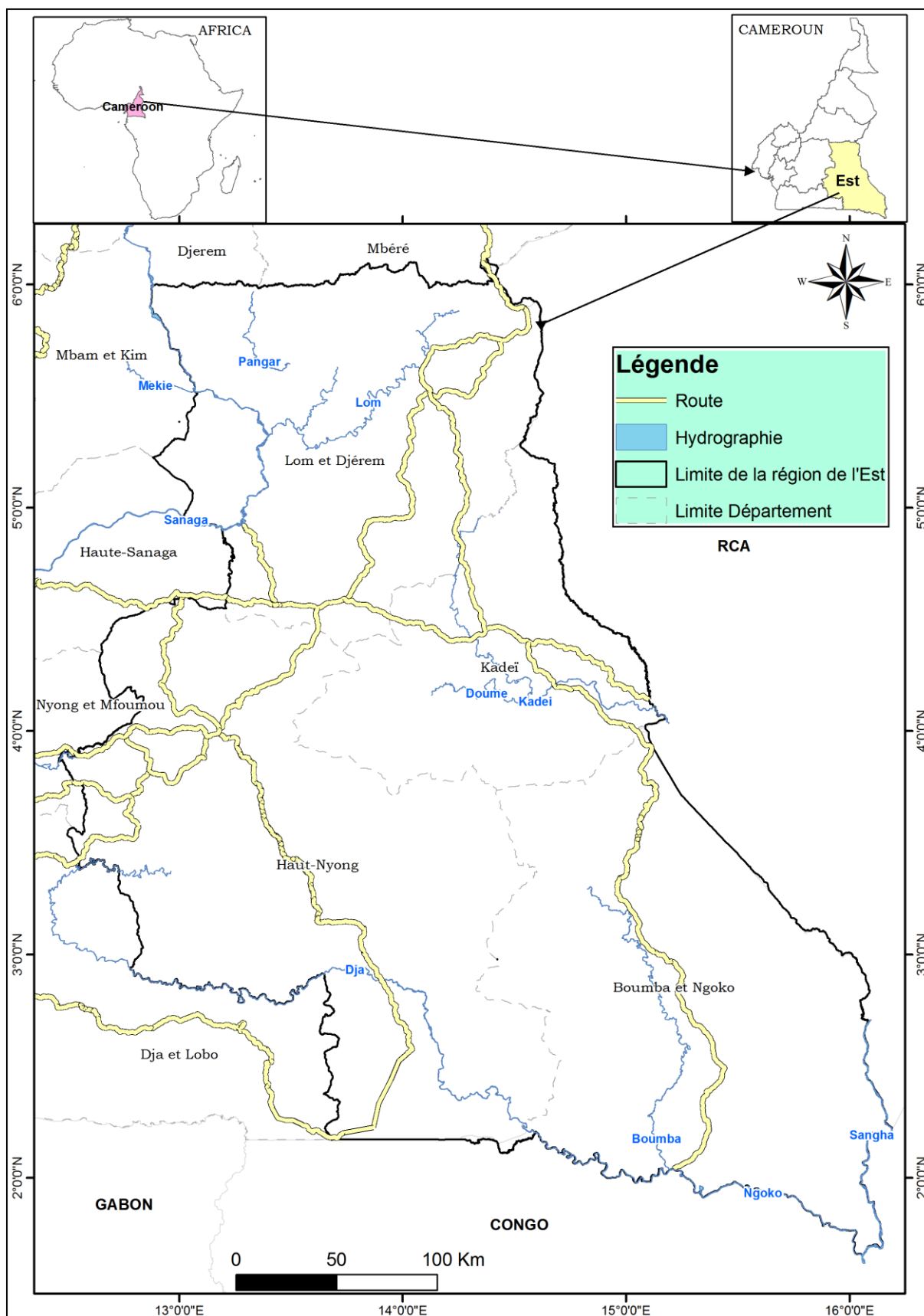
Le premier chapitre de notre étude est intitulé : **la femme de l'Est dans l'action politique de 1966 à 1990**. Nous y avons présenté la situation de la femme en politique au moment du monopartisme et les facteurs qui ont limité son insertion en politique.

Le second chapitre parle du **multipartisme et la situation politique de la femme de l'Est Cameroun de 1990 à 2013**. Ici il est question pour nous de ressortir les facteurs qui déterminent l'intégration politique de la femme et les instances au sein desquelles cette dernière évolue.

Quant au troisième chapitre, il fait un état des lieux des **défis liés à l'action politique de la femme et les représentations socioprofessionnelles des femmes politiques de l'Est Cameroun**. L'analyse de ce chapitre consiste à présenter les problèmes liés à l'action politique et les différentes professions de la femme politique de l'Est Cameroun

Le quatrième et dernier chapitre de notre travail présente **les pionnières de la politique à l'Est-Cameroun et les limites de leur action politique**. Il sera question dans cette partie de présenter quelques figures féminines importantes qui évoluent dans la sphère politique à l'Est Cameroun et quelques lacunes liées à la pratique politique de la femme de la région de l'Est

Carte 1 : Carte de localisation de la Région de l'EST Cameroun.



Source : INC, Yaoundé, 2016.

CHAPITRE I : LA FEMME DE L'EST DANS L'ACTION POLITIQUE DE 1966 A 1990.

Une représentation équitable des femmes dans les circuits politiques du Cameroun s'impose pour refléter fidèlement la composition de la société. Plusieurs interprétations de la situation de la femme montrent qu'elle est marginalisée et victime de toutes sortes de discriminations sociales. « Ce constat résulte d'une perception interactionniste de la dynamique sociale essentiellement orientée vers les symboles et les systèmes sociaux masculins et féminins qui gouvernent la manière de penser et d'être de chaque peuple »¹⁵. Ainsi, pour mieux appréhender la place de la femme de l'Est dans le circuit politique camerounais, il importe pour nous de présenter sa situation politique au Cameroun à l'heure du monopartisme afin de ressortir les facteurs qui ont limité son insertion en politique.

I- LE MONOPARTISME ET LA SITUATION POLITIQUE DE LA FEMME DE L'EST CAMEROUN 1966 – 1990

La période du monopartisme débute au Cameroun en 1966 avec l'union de tous les partis politiques camerounais à l'exception des partis révolutionnaires, réduits à la clandestinité. A cette période, la situation politique de la femme n'était pas totalement prise en compte, que ce soit au sein de l'union nationale camerounaise et ses organes annexes ou au sein des autres instances politiques. On note une quasi absence de la femme camerounaise particulièrement celle de la femme de l'Est dans ces mouvements.

¹⁵ Manga Mebenga " Femme et pouvoir politique au Cameroun : cas de l'arrondissement de Ngoumou : 1990-2010 ", mémoire de DIPES II, Ecole Normale Supérieure de Yaoundé, 2013 – 2014, p. 36.

A- La femme de l'Est au sein du parti politique au pouvoir : L'UNC

Notons d'entrée de jeu, qu'un parti politique est une association organisée qui rassemble les citoyens unis par une philosophie ou une idéologie commune. Schwartzberg le définit comme étant :

Une organisation locale bien établie et apparemment durable, entraînant des rapports réguliers et avancés selon l'échelle nationale ; la volonté pour les dirigeants nationaux de prendre et d'exercer le pouvoir ; le souci de rechercher le soutien populaire à travers les élections ou tout autre manière¹⁶.

En clair, un parti politique est un centre, un lieu d'élaboration des idées concernant l'évolution d'un pays que partage un groupe de personnes et dont le but est la conquête du pouvoir. Il regroupe ainsi un certain nombre de personnes qui ont une même vision de la chose politique et de la gestion du pays. C'est l'un des lieux les plus importants en politique car c'est là où s'exprime le militantisme de chaque citoyen. Un parti politique a pour rôle essentiel l'animation de la vie politique d'un Etat.

1- Une absence remarquable de femmes au sein de l'UNC : 1966 – 1985

Notons qu'avant le renouveau et la démocratie au Cameroun, la situation de la femme de l'Est en politique n'avait pas évolué. Le tout premier parti unique au Cameroun à savoir l'Union Nationale Camerounaise (UNC) n'a pas totalement intégré dans son action la gente féminine. On notait un nombre réduit de femmes particulièrement celles de l'Est au sein de l'appareil dirigeant de ce parti. Ainsi, malgré la création d'un organe annexe féminin, la femme camerounaise était mise à l'écart de la vie politique. Cet organe était apolitique car il conférait à la femme des missions à caractère économique et socioculturel.¹⁷ De tous les objectifs définis par ce parti et relatifs à la femme, aucun ne revêtait un caractère politique. La femme avait par exemple pour

¹⁶ R - G. Schwartzberg, *Sociologie politique*, Paris, Mont-Christien, 1998, p.45.

¹⁷A. Ngandi : " Le militantisme féminin au Cameroun ; le cas de l'OFUC, l'OFUNC, l'OFRDPC (1965 – 2002", Mémoire de Maitrise, Histoire, Yaoundé I, 2003, p.6.

mission de promouvoir le développement des œuvres sociales et économiques dans le but de développer le pays¹⁸.

2- L'OFUNC : organe féminin de l'UNC de 1966 à 1985

Le conseil national des femmes créé en 1961 a donné naissance à l'OFUNC. Son bureau national fut mis sur pied en 1969. Il était constitué de femmes influentes membres de ce conseil¹⁹. Cet organe est créé dans le but de permettre aux femmes de développer leurs projets et programmes spécifiques tout en mettant en exergue le mot d'ordre du parti. En plus des missions économiques et socioculturelles, l'OFUNC avait un double rôle.

Au niveau national, elle devait assurer la promotion des œuvres sociales du parti. Ces œuvres comprenaient : les cotisations, l'entraide sur tous les plans, l'assistance dans les travaux des champs, la formation socioprofessionnelle des militantes²⁰. Mais aussi, elle devait former les adhérentes et les rendre plus sensibles aux progrès du pays.

Au niveau international, elle devait participer à l'ensemble des programmes internationaux relatifs aux problèmes des femmes ou des œuvres sociales. De même, les femmes de l'OFUNC devaient prendre part aux conférences internationales des femmes dans le but de mieux maîtriser et d'évaluer ce qui est fait en faveur des camerounaises par les institutions nationales et internationales²¹. Cependant, de ces différentes missions un constat se dégage : l'OFUNC est une organisation purement apolitique car limitée aux aspects socioculturels. Nous le comprenons mieux à travers les propos suivants :

Le Cameroun était encore une jeune nation confrontée à plusieurs problèmes, le niveau d'analphabétisme était très élevé, particulièrement chez le sexe féminin et la prostitution était courante chez les jeunes filles. Par conséquent les autorités ont considéré que les maux sociaux seraient mieux

¹⁸ "Le militantisme féminin au Cameroun... ", p.6.

¹⁹ A. Djabou, « L'acceptation de l'altérité dans les politiques de gouvernances locales : la question de la diversité des élus au Nord Cameroun », in *le Nord Cameroun à l'épreuve des pluralismes*, Paris, Ed. L'harmattan, 2012, p.193.

²⁰ A. Ngandi : " Le militantisme féminin au Cameroun ... " p. 15.

²¹ Ibid.

combattus par les femmes que par les hommes (...). De plus les femmes préféraient les activités sociales aux activités politiques²².

En clair, nous disons que bien que les autorités politiques ont intégré les femmes en politique, cette intégration n'est pas complète. Elle se limite aux simples aspects de l'économie et des œuvres sociales. Les grandes instances de décision restent encore fermées à la gente féminine.

Cependant, avec l'évolution et les activités de cette organisation, on assiste à une intégration des femmes de l'Est au sein du bureau national de l'OFUNC. Des femmes qui occupent des postes de conseillères et celles qui sont présidentes de section et de sous-section mais aussi de simples membres²³. A cette période, on constate que ce n'est qu'une minorité de femmes de la région qui évolue dans la politique. Cette situation ne s'améliore pas avec l'avènement du renouveau.

B- LA FEMME DE L'EST-CAMEROUN AU SEIN DU RDPC :

1985– 1990

1- Une minorité des femmes au sein du RDPC

Le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) voit le jour le 24 Mars 1985 au congrès de Bamenda. Son organisation comprend des sections, des sous-sections, des comités de base et des cellules. Le Bureau de chacun de ces organes est constitué d'un président, un vice président, un secrétaire, un secrétaire adjoint, un trésorier, un trésorier adjoint, un délégué à l'éducation et à la propagande, un délégué au développement, un délégué aux organisations spécialisées, un délégué aux activités des organes, deux délégués aux conflits et deux commissaires aux comptes.²⁴

²²"Le militantisme féminin au Cameroun...", p.15.

²³ Il s'agit de madame Bouquet Hélène qui était une femme influente et la première femme de l'Est admise au sein du bureau national de l'OFUNC, de Brigitte Gobe, conseillère et de madame Ateba Emilienne, présidente de section OFUNC dans le Haut-Nyong.

²⁴ « Statut du RDPC », in Cameroun tribune, N° 8911 du 13 aout 2007, p.8.

Ainsi, le RDPC s'implante dans toutes les régions du Cameroun, particulièrement à l'Est dès sa création en 1985²⁵. Cette implantation se fait progressivement à travers les différentes sections et en fonction de la situation géographique de chaque localité. On peut ainsi citer les sections du Haut-Nyong, Lom et Djérem, Kadeï et Boumba et Ngoko et chaque section est divisée en sous-sections, comités et cellules. Ce parti regroupe des hommes et des femmes en son sein. Dans ses textes, chaque section RDPC a pour mission de créer et de contrôler les activités du parti, d'encadrer les groupes inférieurs et de veiller à leur bon fonctionnement²⁶.

En ce qui concerne la situation de la femme, celle de l'Est en particulier, disons que bien qu'elle constitue l'élément primordial de ce parti, on note une absence de celle-ci au sein des bureaux de sections ou de sous-sections. Car au moment du monopartisme, la femme fait face à de nombreux problèmes et difficultés qui empêchent son décollage politique. Surtout au cours des cinq premières années de la création du parti. Et même lorsqu'elles ont intégré le mouvement, on les comptait au bout des doigts.

En clair la situation politique de la femme de l'Est n'a guère connu une amélioration que ce soit dans l'UNC ou dans le RDPC. A cette époque, la femme était la grande absente de l'appareil de direction du RDPC. On le comprend à travers les nombreux problèmes auxquels elle est confrontée au moment du monopartisme. Quelle est sa situation au sein de l'organe féminin du RDPC?

2- La femme au sein de l'OFRDPC et l'OJRDPC : 1985 - 1990

Au lendemain du congrès de Bamenda (25 mars 1985), les femmes du RDPC se réunissent pour constituer leur bureau national conformément à

²⁵ Archives du RDPC, octobre 1985.

²⁶ « Texte de base du RDPC », in Cameroun tribune, N° 4567 du 10 octobre 1999, p.12.

l'article 42 alinéas 3 des textes de base du statut du parti²⁷. Ainsi, l'OFUNC change de dénomination et devient l'Organisation des Femmes du Rassemblement du Peuple Camerounais (OFRDPC). Bien que ces changements entraînent des améliorations au niveau des objectifs poursuivis, cet organe a de la peine à décoller dans la région de l'Est. Les présidentes de sections et de sous-sections font face à de nombreux problèmes. On peut citer entre autres le manque d'intérêt des femmes de la région à la chose politique, l'analphabétisme, le tribalisme²⁸. Elles avaient de la peine à mobiliser et à sensibiliser les autres femmes qui refusaient de s'engager en politique car d'après elles « c'est l'affaire des hommes ».

En ce qui concerne l'organisation des jeunes du rassemblement démocratique du peuple camerounais, nous disons que c'est dans le but de contrer l'idée selon laquelle la politique ne concerne que les adultes que le RDPC crée l'OJRDPC²⁹. La jeunesse est le fer de lance de la nation, l'avenir de demain, la création de cet organe réservé aux jeunes leur permet de comprendre la notion de politique. Il est de ce fait :

Chargé de la mobilisation des jeunes de quinze à trente ans révolus dans un vaste mouvement d'intégration nationale et à les réparer à la réalisation des objectifs du parti, de la prise de conscience de leur rôle dans la construction nationale, du développement de l'amour de la patrie, du sens du civisme, du goût du travail dans l'ordre et la discipline³⁰.

Cette mission concerne toute la jeunesse camerounaise, jeunes filles et jeunes hommes. Pour ce qui est de la jeune fille de l'Est Cameroun, disons qu'elle est similaire à celle des femmes de l'OFRDPC. La situation de la jeune fille ne s'est pas améliorée. Elle fait face à de sérieux problèmes d'analphabétisme et d'ignorance, ce qui explique son quasi absence de cet organe.

²⁷ A. Oloa Zambo, *Le rassemblement démocratique du peuple camerounais, Bamenda 1985 à Yaoundé 1990 : le chemin parcouru*, Yaoundé imprimerie AMA-CENC, p. 45.

²⁸ C'est le cas de madame Emama Clémentine qui est originaire de la région du centre, elle est de l'Est par alliance.

²⁹ M Manga Mebenga, "Femme et pouvoir ... "

³⁰ « Statut de l'OJRDPC », in *Action*, décembre 1999, p.23.

Ainsi, bien que l'accession du président Paul Biya au pouvoir a entraîné un nouvel élan politique dans le pays, la femme et la jeune fille de l'Est surtout au cours des cinq premières années de son règne militent timidement au sein du parti ; ce qui les a rendu moins visibles sur la scène publique et par conséquent en politique.

C- LES FEMMES AU SEIN DES COMMUNES ET DU PARLEMENT

Au moment du monopartisme, précisément de 1966 à 1990, la femme de l'Est était totalement exclue de la gestion des affaires de la commune. Ainsi, malgré l'intégration des femmes au sein des communes de certaines régions du pays, celles de l'Est Cameroun n'ont pas eu la chance de se faire élire à la tête de l'exécutif communal. Notons que madame Françoise Foning est la première femme maire au Cameroun élue à la commune de Douala III^{e31}.

En ce qui concerne l'assemblée nationale, disons que c'est le lieu où siègent les députés de la nation. Elle est composée de 180 députés élus pour un mandat de 5 ans renouvelables. Ils ont pour mission de voter les lois qui régissent le bon fonctionnement et le développement de la nation. L'ensemble de l'assemblée nationale est composé d'hommes et de femmes. De 1966 à 1973, les femmes de l'Est Cameroun sont absentes dans cette institution. Ce n'est qu'aux élections législatives de 1973 qu'on voit apparaître la toute première femme de l'Est comme député³². Elle est suivie par 3 autres femmes représentant la Kadeï, le Haut-Nyong et le Lom et Djérem. Ainsi, de 1966 à 1990, seules 4 femmes de l'Est sont élues députés à l'assemblée nationale. Le tableau 1 nous édifie sur l'identité de ces femmes.

³¹ A. Djabou, « L'acceptation de l'altérité dans les politiques de gouvernance locale : la question de la diversité des élus au Nord Cameroun », in *Le Nord Cameroun l'épreuve des pluralismes*, Paris, Ed. L'harmattan, 2012, p.193.

³² Archives de l'Assemblée Nationale, livre d'or de la législature 1973 – 1978, p. 254.

Tableau 1 : Récapitulatif des femmes de l'Est à l'assemblée nationale de 1966 à 1990

Noms et prénoms	Départements d'origine	Partis politiques	Années de législature
GOBE Brigitte	Haut-Nyong	UNC	1973 – 1978
BIKOUL Thérèse	Haut-Nyong	UNC	1978 – 1983
KANKANY Marie-Claire	Kadeï	RDPC	1983 – 1988
MARIGOH Emilienne	Lom et Djérem	RPDC	1988 – 1992

Source : Archives de l'Assemblée Nationale

L'étude de ce tableau nous amène à constater que pendant près d'une décennie, une seule femme de l'Est représentait toute la région à l'assemblée nationale. Le département qui a le plus élu les femmes députés est celui du Haut-Nyong. Le département de la Boumba et Ngoko est à la traîne car il n'a élu aucune femme député au moment du monopartisme.

En somme, il était question pour nous dans cette partie de présenter la femme de l'Est en politique. Il ressort de cette analyse que pendant la période du monopartisme, la femme de la région de l'Est était presque absente de la scène politique, que ce soit dans les partis politiques, dans les communes ou au sein du parlement camerounais. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce retard de l'émergence des femmes de cette région dans la politique.

II- LES FACTEURS LIMITANT L'INSERTION DE LA FEMME DE L'EST DANS LES CIRCUITS POLITIQUES AU CAMEROUN ENTRE 1966 ET 1990

A- LES FACTEURS SOCIOLOGIQUES ET HISTORIQUES

1- Les effets de la colonisation

Pendant la période coloniale, aucune place officielle n'est accordée à la femme camerounaise, particulièrement à celle de l'Est. Les autorités coloniales

donnaient le pouvoir politique aux hommes puisqu'à cette période, aucune femme camerounaise ne pouvait porter le titre prestigieux de chef traditionnel, chef coutumier, encore moins de chef administratif³³. A l'époque coloniale l'image de la femme camerounaise était ternie à travers des préjugés et les stéréotypes de tout genre. Selon « l'équipe coloniale » (missionnaires ethnologues, administrateurs et autres observateurs coloniaux), la femme africaine en général et particulièrement celle de l'Est Cameroun était considérée comme un être à peine conscient de sa personnalité : elle est amorphe, vouée uniquement à la passivité sans possibilité aucune d'intervenir dans la gestion des affaires sociales. A ce sujet, A. Djibo nous dit que :

L'idéologie coloniale, dans certaines de ses productions aussi bien littéraires que scientifiques (ethnologie), s'est attachée à livrer avec complaisance et sur un ton d'indignation humanitaire, une vision des femmes africaines aisément ridicules en quelques clichés : des êtres privés du droit le plus élémentaire, vivant dans une soumission absolue, véritables bêtes de somme à la limite de la servitude et proche de l'animalité en raison des pratiques matrimoniales dont elles auraient été l'objet³⁴.

De ce qui précède, on constate que la femme était la grande absente sur la scène politique à la période coloniale pour plusieurs raisons. D'une part à leur arrivée, les européens n'ont pas cherché à comprendre la structure sociale de l'Afrique qui voudrait que les hommes se rassemblent sur la place publique et les femmes restent dans les cases à s'occuper des tâches ménagères. Aussi, les préjugés et stéréotypes sont un obstacle à l'épanouissement total de la femme. On comprend donc comment ces stéréotypes sont susceptibles de pervertir et de faire échouer tout effort de compréhension des cultures étrangères.

Par ailleurs, le système économique mis sur pied par les européens avec l'introduction des cultures de rente tels que le café, le cacao, le coton, excluait totalement la femme des circuits monétaires. Ces cultures rapportaient des gains considérables seulement aux hommes qui les cultivaient afin de gagner de quoi

³³D. Abwa, « Femme et politique au Cameroun précolonial et colonial : essai d'analyse historique », *La femme camerounaise et la promotion du patrimoine culturelle*, Ed. Clé, 2002, p.154.

³⁴H Djibo, *La participation des femmes africaines à la vie politique : les exemples du Sénégal et du Niger*, paris, harmattan, 2001, p.26.

payer les impôts. Ceci a eu pour effet immédiat l'augmentation du temps de travail de la femme, car les hommes n'avaient plus la possibilité de leur venir en aide dans les plantations familiales. Ils étaient occupés par les activités génératrices de revenus. En plus, les femmes devaient leur venir en aide : « les femmes eurent comme en pays Maka à les assister pour l'entretien des jeunes arbres, pour la cueillette et le transport de la récolte sans guerre en recevoir de récompense »³⁵. Ces cultures exclusivement réservées aux hommes ont écarté la femme du système monétaire qui avait été institué. C'est ainsi que la femme de l'Est Cameroun s'est vue progressivement écartée des centres de décisions de la gestion matérielle des biens de la société.

De plus, le système éducatif prônait l'éducation du jeune garçon au détriment de la fille. En effet, l'administrateur colonial a mis sur pied un système éducatif qui devait à la longue lui fournir du personnel. Et ce personnel ne devait être que la gente masculine, apte à remplir les tâches.³⁶ La jeune fille ne recevait qu'une éducation qui la préparait à son futur foyer. C'était alors le jeune garçon qui allait à l'école.

La jeune fille était la mal aimée de l'école coloniale en raison d'une double influence : celle héritée de sa propre culture et celle importée par le colonisateur³⁷. Raison pour laquelle Cheik Hamidou Kane faisait dire à la Grande Royale dans *L'Aventure ambiguë* que : « Je ne suis jamais allée à l'école parce que bien qu'il y ait une école chez nous, elle était dite pour les garçons par nos parents »³⁸. On comprend que la jeune fille n'était pas préparée à affronter le milieu extérieur qui était réservé exclusivement à l'homme, et la femme de l'Est a quelque peu subi ces discriminations. Elle fait face au problème d'instruction à la période coloniale et subit de nombreux préjugés qui contribuent à ternir son

³⁵C. Coquery Vidrovitch, *les africaines, histoire des femmes d'Afrique noire du XIXe au XXe siècle*, paris Desjonquère, 199, p.110.

³⁶ S. M Tsagué, "Femmes et politique au Cameroun : Essai de mise en perspective historique, 1960-1997 ", Mémoire de maîtrise en histoire, université de Yaoundé I, 2002, p.20.

³⁷ C. coquery, *Les africaines*, p.110.

³⁸ Cheik Hamidou Kane, *L'aventure ambiguë*, Paris, présence africaine, 1961.

image. En clair l'arrivée des colons a ébranlé le fragile équilibre qui régnait jadis entre l'homme et la femme dans les sociétés africaines en générale et à l'Est Cameroun en particulier.

2- Une société patriarcale

Avant l'arrivée des européens au Cameroun, la femme de l'Est occupait une place importante dans la société bien que de façon implicite. Mais depuis la période coloniale, les rapports sociaux sont rigidement codifiés par les mécanismes de soumission et de dépendance des femmes aux hommes. A ce sujet, T. Laqueur déclare que :

Depuis l'âge du sevrage et tout au long de la vie de l'individu, ces relations sont reproduites et instrumentalisées par le jeu de stéréotypes sexués de groupes d'obligation des aînés vis-à-vis des cadets et de leur droit sur eux, de loyauté des femmes vis-à-vis des hommes³⁹.

A l'Est Cameroun, l'organisation sociale se traduit par la division sexuelle des tâches. Dans cette société, la place de la femme est essentiellement dans son ménage et son rôle principal est de s'occuper de son foyer, d'éduquer sa progéniture. Ces différentes occupations ne lui permettaient pas de s'intéresser aux affaires de la société par conséquent à la politique. Aussi, la femme était sous la responsabilité de ses parents ou de son mari, ce sont ces deniers qui décidaient des choix à opérer pour elle. Ils pouvaient donc décider que la l'activité politique exercée par la femme était dangereuse pour l'harmonie de la famille et ainsi s'opposer à son engagement dans la course pour un poste politique⁴⁰. Ainsi, la femme ne peut répondre seule de ses actes juridiques étant donné qu'elle est sous la responsabilité d'un mari qui décide de tout. La femme de l'Est était ainsi réduite à la soumission totale à l'homme. Et qui plus est le problème de maternité et de garde des enfants concerne beaucoup plus la femme, ce qui permet à l'homme de mener toutes les activités politiques et de prendre le dessus sur cette dernière.

³⁹ T. Laqueur, *La fabrique du sexe, essai sur le corps et genre en occident*, Paris, Gallimard, 1990, p.267.

⁴⁰ M. S Ngo Boki, "Femme et parlementarisme au Cameroun de 1992 à 2011", Mémoire de Master, UYI, 2001-2002, p.108.

3- Un niveau d'instruction faible

Depuis l'indépendance, la région de l'Est fait face à de sérieux problèmes de scolarisation. Le taux de scolarisation, surtout celui de la femme reste encore très bas. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce phénomène. D'une part nous avons la misère au sein des familles, mais aussi certains parents qui privilégient la scolarisation du jeune garçon au détriment de la jeune fille⁴¹.

Parlant de la misère, nous disons que pendant les premières années de l'indépendance (1960-1970), plus de la moitié de la population de l'Est vivait dans une misère extrême. Le taux de pauvreté dans la région était d'environ 75%. On dénombrait quelques familles aisées dans la région⁴². Les parents faisaient donc face à de sérieux problèmes financiers, ce qui les empêchaient d'envoyer leurs enfants surtout la jeune fille à l'école. Elle était de ce fait obligée de rester à la maison bien que parfois très intelligente et désireuse de poursuivre ses études. Les activités saisonnières (pêche, cueillette, agriculture) étaient donc ses principales activités quotidiennes. Bref, le dénuement matériel des familles était un très grand frein à la scolarisation de la jeune fille dans la région de l'Est Cameroun.

En ce qui concerne la responsabilité des parents, certains privilégiaient l'instruction du jeune garçon qui avait toutes les chances de devenir un homme important dans la société. Du coup, la jeune fille était disqualifiée dès la naissance d'où le manque d'instruction qui entraîne de nombreuses conséquences : les mariages précoces, les grossesses non désirées. La jeune fille devient dans ce cas mère sans avoir été jeune fille⁴³. A cause du manque d'instruction, elle est aussi ignorante de ses droits car elle reste confinée aux tâches ménagères, elle ne peut les connaître ni les défendre. Comme le dit le dicton populaire « l'ignorant est un danger pour lui-même et pour la société ».

⁴¹ Entretien avec madame Yolande Mbangoué, 45 ans épouse d'un homme politique, Bertoua, 25 août 2015.

⁴² Entretien avec madame Lucie Zouya Mimbang, 59 ans, enseignante d'histoire, université de Yaoundé I.

⁴³ Mfaram Atchang, *Droits des femmes au Cameroun et leur citoyenneté politique*, mars 2008, p.5.

Le manque d’instruction constitue donc un frein à l’épanouissement politique de la femme de l’Est qui ignore ses droits au moment du monopartisme. C’est ainsi qu’elle est victime d’abus de toutes sortes surtout sur le plan politique. De ce fait l’instruction demeure la clé pour l’épanouissement de la femme politique de l’Est. Elle peut, si elle connaît ses droits, les défendre. Mfaram le dit si bien : « la formation reste et demeure le seul moyen efficace pour sortir de l’ignorance »⁴⁴.

On observe des disparités entre les sexes qui réduisent les chances dans les écoles et ne permettent pas à la femme de jouer pleinement son rôle sur la scène politique. Par ailleurs, l’intégration massive de la jeune fille dans le système éducatif durant la période coloniale et postcoloniale n’a pas été une priorité pour les différentes autorités camerounaises. C’est ce qui explique le fort taux de sous-scolarisation de la jeune fille de la région de l’Est comme le montre le tableau 2.

Tableau 2: Effectif des élèves du Lom et Djerem dans les écoles officielles, années scolaires 1966-1967 et 1971-1972

Cours Années	SIL		CP		CE1		CE2		CMI		CMII	
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
1966-1967	2129	1427	1141	642	1014	477	742	285	707	221	612	160
1971-1972	2278	1412	1268	830	966	506	780	330	688	307	669	252

Source : Estelle Rolande ASSEN : La question de la sous scolarisation de la jeune fille à l’EST Cameroun de 1960 à 2010.

Il ressort de ce tableau qu’en 06 ans d’écart, la scolarisation de la jeune fille demeure insuffisante. Ainsi, le taux de scolarisation de la jeune fille pendant les années 1966-1967, est de 11.21%. Quant à l’année 1971-1972, ce taux est passé à 17.84%. Ce qui prouve que la sous scolarisation a été un très

⁴⁴ Mfaram Atchang, *Droits des femmes au Cameroun et leur....*, p.5.

grand frein à l'émergence politique de la femme de l'Est Cameroun.

4- La situation biologique de la femme

On définit la femme comme étant une personne de sexe féminin de l'espèce humaine. Son autonomie lui permet de porter et de mettre au monde des enfants. A ce titre, la femme est considérée comme une source de vie, il faut donc la caser dans le domaine de la reproduction qui est une prédestination divine.⁴⁵ Ainsi, la femme n'a de valeur dans la société que si elle joue son rôle de reproduction biologique. A ce titre, la femme de l'Est n'a le droit que de s'occuper de son ménage, de ses enfants et non des affaires de l'extérieur. Par conséquent elle n'a rien à faire dans la vie politique. C'est pour cela que la majorité de ces femmes ne s'intéresse pas aux affaires politiques et restent cloîtrées dans leurs ménages. La surcharge des travaux domestiques, sa santé précaire à cause de nombreuses maternités et surtout l'influence du mari sont autant de facteurs qui défavorisent son engagement en politique⁴⁶. On comprend aisément ainsi que le facteur biologique est un très grand frein à l'émergence politique de la femme de l'Est, puisqu'il ne permet pas à une femme au foyer de s'engager activement dans les affaires politiques de la région. Qu'en est-il des facteurs religieux et économiques ?

B- LES FACTEURS RELIGIEUX ET ECONOMIQUES

1- Les effets de la religion

Tout comme les autres facteurs cités, la religion est un frein à l'insertion de la femme dans la politique car elle prône le pouvoir de l'homme sur la femme et a une influence sur l'évolution sociale de la femme. Les prescriptions religieuses disent que la femme est un être inférieur à l'homme car dans les saintes écritures, elle lui doit soumission et obéissance. Cette conception des saintes écritures consolide davantage la subordination de la femme et lui fait

⁴⁵ T. Laqueur, *La fabrique du sexe...*, p.49.

⁴⁶ L. Sindjoun, *La biographie du sexe : genre, société et politique au Cameroun*, paris, Kartala, 2000, p.213.

comprendre qu'elle ne peut en aucun cas être l'égal de l'homme. Dans la région de l'Est, plusieurs obédiences sont présentes. On peut citer en occurrence les missions catholiques, protestantes, l'Islam, les églises dites de réveil et les religions traditionnelles. De même, si nous empruntons l'expression de Karl Marx, nous pouvons dire que la religion est un « opium » pour la gente féminine. Elles sont nombreuses à y prendre part même reléguées au simple rang d'animatrices comme dans les partis politiques. Car toutes les obédiences religieuses susmentionnées légitiment la soumission, le respect et l'obéissance de la femme à l'homme. Certains versets de la bible font preuve d'une interprétation extrême pour montrer l'incapacité de la femme à exercer certaines fonctions sociales. De même, au sein de ces églises les femmes n'assument pas les responsabilités de leaders. Elles sont réduites aux tâches d'entretien du temple et d'animation lors des cultes. Ces tâches leurs sont conférées depuis l'arrivée des colons avec beaucoup de préjugés vis-à-vis de la femme africaine.

Ces préjugés qu'engendrent l'entreprise missionnaire sur les femmes vont occasionner la perte de la femme en lui retirant non seulement tous ses droits, en augmentant ses tâches, mais également en lui barrant la voie d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle⁴⁷.

On comprend ainsi, que la situation de la femme dans la bible, le coran, en plus des interprétations des hommes sont des obstacles à l'émancipation de celle-ci qui peine à faire face aux potentiels électeurs que sont : son conjoint, son frère, son père. Ainsi, la politique reste une affaire d'homme et la femme est reléguée dans une position inférieure au même titre que ses enfants.

2- Les facteurs économiques

La pauvreté est le principal obstacle à la participation de la femme de l'Est dans la vie politique. Elle est très affectée par la pauvreté à cause de sa condition précaire. De ce fait, les moyens financiers sont une priorité pour bien

⁴⁷ Ngo Boki, "Femme et parlementarisme... ", p.113.

mener une campagne et une carrière politique, car la politique exige de grands moyens dont la femme ne dispose pas toujours. La femme est ainsi mise à l'écart des affaires politiques à cause du manque de moyen financiers.

Pourtant, la femme de l'Est possède de nombreux atouts : efficacité, talent, intelligence et popularité. Mais ces atouts ne suffisent pas pour son intégration dans la sphère politique. L'argent qui est le nerf de la guerre, est un pilier très important pour que la femme puisse atteindre le sommet de la sphère de décision du pays. De plus, les partis politiques n'apportent pas un appui technique et financier aux femmes qui s'engagent dans ce domaine⁴⁸. En effet, les femmes ne bénéficient pas d'un soutien particulier dans les pays où les campagnes sont financées par les partis politiques. Elles disposent de soutien financier et de réseaux moins étendus que ceux des hommes.

Dans la région de l'Est Cameroun, les femmes n'ont pas toujours les mêmes opportunités que les hommes à accéder aux ressources financières, car elles font face à de nombreux problèmes comme l'accès à la propriété foncière et au crédit à cause de leur statut. Elles mènent des activités économiques telles que le commerce des produits agricoles, la couture, la coiffure et l'agriculture, ce qui leur permet de subvenir aux besoins quotidiens de leurs familles. Il faut aussi noter que ces dernières ont des difficultés d'accès à l'information sur les secteurs porteurs de l'économie et les politiques de commercialisation des multiples produits que l'on retrouve dans la région. Ces différentes politiques constituent des éléments essentiels à leur émergence économique et par conséquent une passerelle pour leur intégration dans la vie politique de la région et du pays.

En somme, la situation politique de la femme de l'Est Cameroun à l'époque du monopartisme n'était pas très reluisante. Car, aussi bien dans les partis politiques que dans les autres instances de décision du pays, la femme de

⁴⁸ Manga Mebenga, " Femme et pouvoir...", p.52.

l'Est est presque ou totalement absente. Cette situation s'explique par des facteurs tels que la tradition, l'histoire, le manque d'instruction, la situation biologique de la femme et bien d'autres facteurs qui l'empêchent d'accéder aux hautes fonctions politiques au Cameroun. Toutefois, dès les débuts des années 1990, de nombreuses mesures sont prises dans le but de lutter contre les préjugés et les stéréotypes vis-à-vis de la femme. Ce qui lui a permis de prendre en main son destin pour une carrière politique en participant en tant que principale actrice au développement de sa région et du pays au sein des différentes instances politiques de la nation.

CHAPITRE II : LE MULTIPARTISME ET LA SITUATION POLITIQUE DE LA FEMME DE L'EST CAMEROUN 1990–2013

Malgré le fait que la femme est considérée comme une « cadette sociale », plusieurs efforts sont conjugués pour son émancipation et son insertion dans tous les domaines de la société et par conséquent en politique. Ainsi, dès les années 1990, de nombreux facteurs expliquent la représentation des femmes camerounaises et de celle de la région de l'Est en particulier dans toutes les sphères de la scène politique du pays. Notre travail consiste dans cette partie à analyser les facteurs qui déterminent l'intégration politique de la femme de l'Est d'une part et de présenter les différentes instances politiques au sein desquelles cette dernière évolue.

I- LES FACTEURS QUI DETERMINENT L'INTEGRATION DE LA FEMME DE L'EST CAMEROUN EN POLITIQUE : 1990-2013

Depuis les années 1990, voir quelques années avant, la situation politique de la femme de l'Est Cameroun connaît une certaine amélioration. Ce changement est dû à de nombreux facteurs qui sont d'ordre politique, économique, psychologique et socioculturel.

A- LES FACTEURS POLITIQUES

1- Le gouvernement camerounais et sa politique en faveur de la femme

L'Etat camerounais va fortement militer pour la promotion de la femme Camerounaise en général et la femme de la région de l'Est n'échappe pas à cette mouvance.

Dès son indépendance, le gouvernement prend en compte la promotion de la femme dans les orientations politiques de développement économique et

social⁴⁹. Il entreprend plusieurs actions et plusieurs réalisations dans le but de compenser l'injustice faite aux femmes victimes de la discrimination dans le droit de vote car la constitution française de 1946 avait favorisé l'extension du corps électoral, des statuts et droit de vote aux femmes⁵⁰.

L'année 1975 déclarée année internationale de la femme par les nations unies amène plusieurs pays africains à se rendre compte de la place prépondérante de la femme dans le processus de développement et de la nécessité d'intensifier des actions en faveur de l'amélioration de sa condition⁵¹. A cet effet, on assiste au Cameroun à la création d'un Ministère de la Condition Féminine (MINCOF) en 1984. Quatre années plus tard, l'Etat fusionne le Ministère des Affaires Sociales à celui de la Condition Féminine (MINASCOF). En 1997, ce ministère va créer un département autonome de la femme. En 2004 enfin, on assiste à la création d'un Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF). On peut ainsi dire que, de 1975 à 2004, le dispositif étatique de promotion de la femme a connu une évolution indéniable dans le but d'améliorer la condition de la femme.

Dans la région de l'Est, les différentes délégations régionales et départementales du MINPROFF contribuent à la participation active de la femme dans la vie politique de la nation. Elles sensibilisent les hommes et les femmes pour un partage équitable des postes et militent auprès des élites pour l'intégration de la perspective du genre dans le jeu électoral.

Même si le pourcentage de 30% de femmes aux instances décisionnaires voulu par les femmes à la conférence de Beijing⁵² n'est pas encore atteint, on observe une volonté de l'Etat à promouvoir la présence de la femme à des postes

⁴⁹ ANY, 2AC974, UDEFEC, Statut, 1952 correspondance du haut commissaire relatif au statut de l'UDEFEC (1952), p.6.

⁵⁰ « Le code juridique de promotion des droits de la femme », 2005, p.23.

⁵¹ M Mebenga, "femme et pouvoir...", p.37.

⁵² La conférence de Beijing ou la 4^e conférence mondiale sur la femme tenue du 4 au 15 septembre 1995 en chine. Les principaux thèmes étaient la promotion et l'autonomie de la femme dans les contextes de droits fondamentaux de la femme, les femmes et la pauvreté, les femmes et la prise de décision, la fillette, la violence à l'égard des femmes...

non électifs. Au niveau des postes électifs, on note un léger retard qui est dû au fait que l'Etat n'a pas toujours la main mise sur les acteurs politiques.

Ainsi, à travers le MINPROFF, l'Etat fait de l'information et la formation de la femme son cheval de bataille en créant de nombreux centres de formation de la femme et de la jeune fille dans tout le pays. Il a aussi mis sur pied la politique en matière de proposition des mesures destinées à reconnaître la dignité de la femme. Cette politique vise à adapter la législation camerounaise aux attentes de la communauté internationale en matière de lutte pour l'égalité des genres⁵³. En dehors de l'Etat, d'autres facteurs ont aussi favorisé l'émancipation politique de la femme de l'Est.

2- Le rôle de la société civile et des partis politiques

Dans cette partie il sera question pour nous de montrer l'action de deux principaux facteurs de l'émergence politique de la femme de l'Est Cameroun.

Le Dictionnaire Larousse définit la société civile comme étant l'ensemble des organismes et mouvements citoyens qui sont supposés représenter les pays par opposition à la classe politique⁵⁴. Elle naît au Cameroun dans les années 1990⁵⁵ suite à la loi sur la liberté d'association⁵⁶, précisément au moment de la transition démocratique. Ces organisations ont joué un rôle capital dans l'implication de la femme dans la vie politique, malgré le manque de moyens techniques, financiers et organisationnels. Elles militent pour l'éveil en matière des consciences en faveur de la situation politique de la femme au Cameroun en général et dans la région de l'Est en particulier. La société civile assure la transition entre la femme, la population et les décideurs à travers les actions de proximité qui sont la sensibilisation et la communication. Au lendemain de

⁵³ Ngo Boki, " Femme et parlementarisme... ", p.38.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ La loi N° 90/053 du 19 décembre portant sur la liberté d'association modifiée et complétée par la loi N° 99/011 du 20 juillet 1999.

⁵⁶ Comme exemple d'association, on a l'association de lutte contre les violences faites aux femmes et l'association pour le développement harmonieux des mères et des enfants.

l'avènement de la démocratie au Cameroun, le respect des droits de la femme dans les domaines politiques et socioéconomiques est la principale préoccupation de cette société civile. Ainsi, le ministère de la promotion de la femme et de la famille dénombre 259 réseaux regroupant plusieurs associations féminines au Cameroun⁵⁷. Parmi ces associations, on peut citer entre autre : l'ACAFEJ, l'AVLF, REFEPAC. L'action de ces associations est à l'origine de l'augmentation du nombre de femme dans la politique au Cameroun.

Elles jouent plusieurs rôles et ont posé le problème de la représentation des femmes au sein des partis politiques, car il ne suffit pas seulement d'avoir des femmes inscrites sur les listes électorales, mais il faut savoir quelle place leur est réservée. Ces associations amènent aussi les femmes à prendre conscience de leur place et de comprendre que l'égalité entre l'homme et la femme est un fait réel. Leur but est d'enseigner aux femmes que la politique n'est pas seulement réservée aux hommes. En outre, elles mènent de nombreuses campagnes pour sensibiliser les femmes afin qu'elles s'inscrivent massivement dans les listes électorales et se fassent investir par les partis politiques.

Cependant, il convient de noter qu'il revient aux femmes de prendre leur destin en main, de refuser la place de « cadette sociale » qui leur est réservée et de ne pas se limiter au rôle d'animatrice de meeting électoraux et de s'engager dans les différents partis politiques qui leur permettront d'accéder aux grandes instances de décisions du pays.

Quant aux partis politiques, la femme de l'Est joue un rôle très important au sein de ceux-ci. Elle est un maillon déterminant dans la mobilisation des populations lors des élections présidentielles, sénatoriales, législatives et municipales. Ce qui prouve sa volonté de s'impliquer de plus en plus dans le processus démocratique du pays. Les dirigeants des différents partis politiques

⁵⁷ Ngo Boki, " Femme et pouvoir... ", p.34.

au Cameroun n'hésitent désormais plus à associer les femmes au sein de leur formation politique. Cette intégration se traduit par la création de l'aile féminine de ces partis. C'est l'exemple de l'OFRDPC considérée comme l'aile féminine du RDPC. A travers ces différentes organisations, les dirigeants reconnaissent le dynamisme des femmes camerounaises en général et de celles de l'Est en particulier. Ces différentes ailes féminines ont pour principal objectif la promotion de la femme à travers les centres socio-ménagers, l'organisation des débats publics sur l'évolution de la femme et de la famille. Certains partis politiques manifestent leur volonté à les intégrer dans la politique en les accompagnant dans leurs campagnes électorales, en payant les cautions et en leur apportant l'aide nécessaire ainsi que des conseils techniques et stratégiques.

Dans la région de l'Est, bien que certains partis politiques d'opposition soient représentés, le parti dominant est le RDPC, parti proche du pouvoir. La femme constitue un élément indispensable pour la dynamisation des organes des partis politiques. On la retrouve dans les sections RDPC⁵⁸, OFRDPC⁵⁹ et OJRDPC et même comme organisatrice et animatrice des meetings. Ainsi, les femmes députés, maires ou adjoints au maire de la région sont investies par le RDPC⁶⁰. Néanmoins, on note quelques exceptions dans certaines circonscriptions où on a des représentants des partis d'opposition qui n'ont investi aucune femme dans ces élections sauf aux sénatoriales où l'ANDP est représenté par une femme au sénat⁶¹.

En clair, les partis politiques favorisent l'intégration de la femme dans la politique. Ils organisent des sessions de formation et d'information de celle-ci à travers les émissions télévisées et radiophoniques en les sensibilisant à s'inscrire

⁵⁸ Madame Ngonbossom Kiringa Déborah, présidente de section RDPC du Lom et Djérem Sud.

⁵⁹ Madame Ava, présidente de section OFRDPC à Nguemendouka, Madame Dopé Honorine, présidente de section OFRDPC à Mouloundou ; Madame Emana, présidente de section.

⁶⁰ C'est le cas des femmes députés et maires des législatives et municipales 2013 toutes issues du RDPC

⁶¹ Il s'agit de Marlyse Aboui nommée sénatrice du département du Lom et Djérem par le Président de la République.

sur les listes électorales. La femme peut également se hisser au sommet de la hiérarchie politique grâce aux facteurs psychologiques et socioculturels.

B- LES FACTEURS PSYCHOLOGIQUES ET SOCIOCULTURELS

1- Le niveau d'instruction

De nos jours il est prouvé que le niveau d'éducation et le niveau d'instruction sont un facteur indispensable à l'intégration de la femme à la vie publique et par conséquent dans la politique. Ainsi :

En Afrique la femme reçoit deux types d'éducation : l'éducation de type classique qui s'apparente à celle moderne diffusée dans les milieux scolaires et l'éducation qu'elle reçoit à la maison dès son jeune âge⁶².

Même si ces deux types d'éducation se complètent, ils ont tendance à s'opposer en ce qui concerne la promotion et l'émancipation de la femme africaine. En effet, l'éducation traditionnelle ou non classique transmet des valeurs qui empêchent la femme de s'engager dans la vie politique. Tandis que l'éducation classique ou moderne lui donne des armes nécessaires à son émergence politique. A ce titre, Thérèse Ndri affirme que :

L'éducation permet à la femme de sortir du cadre familial et domestique, de le quitter durablement pour poursuivre ses études en ville. Cela lui permet d'acquérir une certaine marge de liberté, lui ouvre des horizons insoupçonnés, des images d'autres modes de vie, des espoirs d'ascension sociale. Et sur la durée, l'éducation finit par dégager des élites féminines dotées de ressources intellectuelles leur permettant de comprendre les discussions des hommes, d'y prendre intérêt et lorsque leurs compétences sont suffisantes, de briguer des emplois jusqu'alors réservés aux hommes. L'éducation procure aux femmes les mieux formées les instruments intellectuels indispensables à l'élaboration d'une critique de la domination masculine »⁶³.

De ce fait, l'éducation permet à la femme de prendre conscience de son statut de « cadette sociale » et de trouver des moyens et stratégies pour y remédier et acquérir son émancipation. La femme instruite a une aptitude à s'exprimer en public, d'attirer l'attention de la foule et une possibilité de se

⁶² A. Mama, « ôter les masques et déchirer les voiles : études culturelles pour une Afrique postcoloniale », in A. Mama et F. Saw (dir), *sexe, genre et société engendrée*, p. 110 – 111.

⁶³ T. Ndri, « éducation des filles et des femmes en Afrique : analyse conceptuelle et historique de l'inégalité entre les sexes », in A. Mama et F. Saw (dir), *sexe, genre et société engendrée*, p. 202.

positionner en tant que leader de développement de sa contrée. Dans la région de l'Est, l'on constate que les personnes qui s'engagent le plus souvent dans la politique ont au moins le baccalauréat, ont fait de longues études au niveau supérieur et ont suivi des formations dans les grandes écoles nationales et à l'étranger. C'est le cas de certaines femmes sénatrices qui sont l'exemple même des femmes les plus instruites de la région⁶⁴ (confère chapitre 4). De plus, une femme instruite a la possibilité de faire concurrence aux hommes et de remettre en cause leur système et leurs opinions politiques. Elles amènent les autres femmes à s'intéresser aux affaires politiques à travers les sensibilisations à la télévision et à la radio. Ces femmes sont respectées par leurs adversaires politiques masculins qui reconnaissent en elles des « dames de fer et des dures à cuire »⁶⁵. Elles sont à même de prendre des initiatives et d'adopter des stratégies d'émancipation pour leurs sœurs et de développer la région.

2- Les rapports familiaux

Comme nous le savons tous, la famille est le noyau de la société. Elle constitue un élément important d'insertion d'une personne dans la société et par conséquent la femme en politique⁶⁶. On reconnaît une personne ou les autres problèmes qui peuvent entraver son engagement politique par sa famille. Ainsi, la famille qu'elle soit riche ou pauvre constitue un élément clé de l'émergence politique de la femme de l'Est Cameroun. De ce fait : « l'hérédité devient importante dans la mesure où la femme politique acquiert une hérédité politique provenant dans la plus part des cas de ses parents »⁶⁷.

Grace à la famille, la population décèle la femme politique qui reflète les bonnes et mauvaises habitudes capables de défendre ses intérêts. Ainsi, une femme issue d'une famille politique a les possibilités de se faire investir dans les

⁶⁴ Nous avons Isabelle Tokpanou, Monique Ouli Ndongo et Marie Claire Moampéa ; représentantes des départements du Haut-Nyong, de la Kadéi et de la Boumba et Ngoko au sénat.

⁶⁵ Entretien avec Mbélé Mbangoué Jacques, 50 ans, homme politique, ancien secrétaire du vice président de l'Assemblée nationale Bertoua, 25 Aout 2015.

⁶⁶ Manga Mebenga, "femme et pouvoir... ", p.47.

⁶⁷ C. Coquery Vidrovitch, *les africaines...*, p.125.

instances politiques, dans la mesure où elle maîtrise les voies et moyens pour y accéder. Elle tire ses expériences de la famille : la petite fille, fille, nièce ou sœur d'un leader politique a de fortes chances de garder ce statut de femme politique⁶⁸. Ces leaders politiques leur servent très souvent de mentors lors des élections, car elles bénéficient d'une bonne propagande pré-électorale. De ce fait, il est indispensable pour ces femmes de bien préserver leurs liens familiaux pour réussir leur carrière politique.

Certes, les facteurs psychologiques, politiques et sociaux sont nécessaires pour une émergence politique de la femme de l'Est, mais une bonne carrière politique ne saurait être menée sans une source de revenu financière.

C- LES FACTEURS ECONOMIQUES

1- Les potentialités économiques de la femme

L'analyse de cette partie consiste à montrer que le pouvoir économique de la femme provient de ses propres capacités. C'est-à-dire qu'elle occupe un poste dans la fonction publique ou dans le privé. Un adage public ne dit-il pas que « la femme est ce qu'elle fait d'elle-même » ? Ceci étant, une femme est facilement investie si elle occupe les fonctions de médecin, enseignante, cadre administratif, secrétaire d'Etat... contrairement à la femme rurale qui n'a pas les moyens de s'assumer en politique et de jouir d'une grande réputation. C'est le cas de certaines femmes élues de la région qui ont jadis occupé des postes dans l'administration camerounaise avant leur investiture dans les grandes instances politiques du pays⁶⁹. On constate ici que ces femmes sont facilement élues par les populations et n'ont pas beaucoup d'efforts à fournir pour accéder à ces

⁶⁸ C'est le cas de Madame Emane Clémentine, issue d'une famille politique, elle est fille d'une ancienne présidente de sous-section OFUNC, belle-fille d'un ancien député de la région et épouse d'un homme politique. Aujourd'hui elle est membre du bureau national OFRDPC après avoir été présidente de section.

⁶⁹ Nous avons comme exemple, Isabelle Tokpanou, enseignante d'université, ancienne secrétaire d'Etat à l'éducation nationale élue sénatrice. Marlyse Aboui, infirmière à l'hôpital régional de Bertoua, également sénatrice. Monique Ouli Ndongo, secrétaire au Ministère de la Pêche et de l'Industrie Animale, également sénatrice de nos jours.

différents postes politiques. Toutefois, ces potentiels économiques peuvent provenir des affaires.

Si ces femmes n'occupent aucune fonction administrative, elles peuvent être douées dans les affaires, ce qui leur procure d'énormes sommes d'argent leur permettant de battre campagne en politique. Ces affaires peuvent être le commerce, les marchés publics, les associations et bien d'autres activités. Ainsi, grâce à ce pouvoir économique, ces femmes réunissent facilement la population autour d'elles, ce qui facilite leur élection aux différents postes souhaités. Ces femmes dites « capables » ont une grande influence sur les paysannes qui ne peuvent pas rivaliser avec elles. La région de l'Est a présenté des femmes qui portent la casquette de « femmes d'affaires » à de nombreuses élections législatives⁷⁰. La femme de l'Est peut aussi facilement accéder à des postes politiques grâce à l'influence de son conjoint.

2- La notoriété de l'époux

Lorsqu'une femme est mariée à un homme influent, elle peut se servir du pouvoir ou de l'influence économique de son époux pour s'engager dans la sphère politique. Dans la plus part des cas lorsqu'une femme se présente aux élections, les premières questions que l'on se pose sont : « qui est –elle ? De qui est-elle l'épouse ? Que fait –elle ? »⁷¹. C'est ainsi que certaines femmes sont élues grâce à la puissance de leur mari car elles sont souvent les épouses des cadres de l'administration, des directeurs de sociétés et bien d'autres. On constate alors que la renommée du conjoint peut faciliter ou entraver l'émergence politique d'une femme.

Les dernières élections législatives et municipales organisées au Cameroun ont favorisé la montée de femmes dont les maris ont une situation financière stable. Comme exemple, les femmes maires ou adjointes aux maires

⁷⁰ Brigitte Mebande, (femme d'affaire), Emilienne Apouma (Hôtelière).

⁷¹ M Mebenga, "Femme et pouvoir..." , p.44.

des communes de l'Est sont mariées à des hommes ayant des positions sociales importantes que ce soit dans la région ou dans le pays tout entier⁷². Plusieurs autres épouses des hauts cadres de l'administration camerounaise accèdent facilement à la sphère politique grâce à l'influence de leur époux. La conséquence ici est que lorsque le mari perd cette influence au niveau national, son épouse n'a plus les capacités d'accéder à la vie politique. On comprend alors par là que ces femmes ne sont pas élues pour leurs compétences ou leur militantisme mais plutôt grâce à l'influence de leur mari.

En somme, il était question dans cette partie de présenter les facteurs qui déterminent l'intégration politique de la femme de l'Est Cameroun. De ce fait, avec le vent des démocraties des années 1990, la communauté internationale et bien d'autres éléments ont contribué à l'émergence de la femme dans la vie politique de la nation.

II- LES LIEUX DE REPRESENTATION POLITIQUE DE LA FEMME DE L'EST CAMEROUN 1990–2013

Il est question dans cette partie du travail de présenter la femme de l'Est Cameroun au sein des partis politiques proches du pouvoir et des partis d'opposition, au niveau local à travers les municipalités et au niveau national à travers le parlement camerounais.

A- LA FEMME AU SEIN DES PARTIS POLITIQUES

1- Le RDPC et la situation de la femme

Comme nous l'avons déjà dit dans le chapitre précédent, l'avènement du RDPC et du renouveau ont été déterminants pour l'ascension politique de la femme camerounaise et de celle de l'Est en particulier. Ainsi, dès 1990, avec le vent de démocraties et la conjugaison de nombreux efforts on va connaître une

⁷² C'est le cas de madame Adjibolo, première adjoint au maire de la commune de Batouri, madame Tsitsol Anne Marie, madame Samba Evelyne et madame Mpang Gisèle, respectivement maires des communes d'Angossas, ngoila et doumé.

ruée massive des femmes de l'Est au sein de ce parti surtout dans son organisation féminine. Au sein des bureaux de direction du RDPC les femmes sont très peu représentées et rencontrent de nombreux obstacles à leur volonté de faire fonctionner le parti. Elles ne bénéficient pas des mêmes avantages que les hommes et sont reléguées au second plan. Lors des meetings électoraux, les femmes des zones rurales se déplacent dans des conditions difficiles pour animer les cérémonies ; en retour elles ne bénéficient de rien ou de pas grand-chose. Pourtant, vers le début des années 2000, on retrouve des femmes de l'Est présidentes des sections ou membres du bureau exécutif⁷³. Malgré cela leur représentativité au sein des organes dirigeants est toujours inférieure à celle des hommes⁷⁴. On note cependant une prépondérance des femmes au sein de l'organisation féminine du RDPC. Dès sa création en 1985, l'OFRDPC a pour objectif de mobiliser les femmes au sein du parti et aussi de promouvoir la réalisation des objectifs du parti. Ces missions sont : la paix, l'unité nationale, l'intégration et l'indépendance nationale, la démocratie, le développement économique et culturel, la sauvegarde des libertés fondamentales, la justice, l'égalité et la coopération internationale, la poursuite de la généralisation du bilinguisme, la moralisation⁷⁵. A cet effet comme on le constate dans toutes les régions du pays, on note une prépondérance des femmes de l'Est au sein de cette organisation dans la région. Le bureau féminin dans l'ensemble a pour mission de mobiliser et conscientiser les autres femmes dans le but les amener à participer pleinement aux activités du parti. Pour cela, elles se déplacent de village en village pour expliquer aux femmes rurales le bien fondé des activités de groupe, à l'exemple des tontines. Elles organisent aussi des séminaires sur les endémies afin d'amener les femmes atteintes de VIH et d'autres maladies à se faire dépister et se faire soigner. Ainsi, la femme de l'Est au sein de L'OFRDPC

⁷³ Il s'agit de Madame Ngonbossom Kiringa Débora, présidente de section RDPC Lom et Djerem sud depuis 2007.

⁷⁴ « Procès-verbal des élections des membres du bureau RDPC section Lom et Djerem sud, 2009 ».

⁷⁵ Bureau National de l'OFRDPC, guide de la militante OFRDPC, Yaoundé, mars 1989, p. 82.

occupe une place qui n'est pas primordiale. Qu'en est-il de la jeune fille au sein de l'OJRDPC ?

Il faut noter ici qu'au cours des années 1990 – 2000, la jeune fille de l'Est Cameroun n'était pas intéressée aux affaires politiques. C'est ce qui peut expliquer leur faible représentativité au sein de cette organisation. Mais depuis quelques années, précisément les années 2002, elles ont commencé à s'impliquer dans les activités politiques. Elles s'occupent de l'organisation des activités du parti : meetings, confection des banderoles, de la sensibilisation et bien d'autres choses⁷⁶. Désormais, les jeunes filles de l'Est ont leur mot à dire au sein du parti,⁷⁷ malgré le nombre limité de places qui leur sont accordées. Les statistiques présentées dans le tableau ci-après permettent de mieux évaluer la place de la jeune fille de l'Est dans la vie politique de la région :

Tableau 3 : La jeune fille au sein de l'OJRDPC à l'Est Cameroun

Années	Section	Localité	Nombre de membre	Nombre de femme	Pourcentage de femme
1997	Lom et Djerem Nord 1	BétaréOya	14	0	00
	Lom et Djerem Nord 2	Garoua Boulaiï	14	0	00
	Lom et Djerem Nord 3	Ngoura	14	0	00
2002	Lom et Djerem Nord	BétaréOya	14	2	14,28
	Lom et Djerem Nord	Garoua Boulaiï	14	2	14,28
	Lom et Djerem Nord	Ngoura	14	2	14,28
2007	Lom et Djerem Nord 1	Bétaré Oya	14	2	14,28
	Lom et Djerem Nord 2	Garoua Boulaiï	14	0	00
	Lom et Djerem Nord 3	Ngoura	14	2	14,28
2012	Lom et Djerem Nord 1	Bétaré- Oya	14	2	14,28
	Lom et Djerem Nord 2	Garoua Boulaiï	14	2	14,28
	Lom et Djerem Nord 3	Ngoura	14	2	14,28

Source : Tableau réalisé par nous à partir de nos données de recherche.

⁷⁶ « Rapport d'évaluation annuelle du comité central sur les activités socioculturelles au sein du RDPC », janvier 2008

⁷⁷M. Manga Mebenga, « femme et pouvoir ... », p. 24

Au vue de ce tableau, on constate que même au sein de l'OJRDPC, La jeune fille est sous représentée dans chaque localité comprenant 14 membres au sein d'une section. La moyenne de représentativité des jeunes filles est nulle et n'excède pas le nombre de trois par section. Parfois on note une absence de ces dernières au sein du bureau. Ce constat émane des organes du RDPC. Qu'en est-il des partis d'opposition nés au Cameroun suite à l'avènement du multipartisme et de la démocratie ?

2- La place de la femme au sein des partis d'opposition 1990 – 2013

Les partis d'opposition réapparaissent au Cameroun dans les années 1990, bien que de nos jours ces partis d'opposition sont sous représentés dans la région de l'Est. On note la présence de quelques-uns au sein desquels militent certaines femmes de l'Est⁷⁸. On peut citer entre autres, l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) créé en 1991 et implanté dans la région surtout dans les départements de la Boumba et Ngoko, le Haut Nyong et le Lom et Djérem (commune de Mandjou et Garoua Boulai). Ainsi, dans le département du Haut Nyong, Madame E. Ateba a dirigé la section des femmes de ce parti à Abong-Mbang.

De plus, en 1997, l'Alliance Nationale pour la Démocratie (ANDP) s'implante dans la région de l'Est précisément dans l'arrondissement de Belabo. Il copte certaines femmes comme Marlyse Aboui qui occupe d'abord les postes de présidente de sous- section puis de coordinatrice régionale du parti (confère chapitre 4). En dehors des deux partis, on peut énumérer d'autres en l'occurrence le Social Democratic Front (SDF), l'Union pour le Progrès et la Fraternité (UPF), l'Union des Populations du Cameroun (UPC). Contrairement au RDPC ces partis ne parviennent pas à mobiliser un grand nombre de femmes. Le tableau ci-dessous est illustratif à ce propos.

⁷⁸ Entretien avec Mbelé Mbangoué Jacques, 50 ans, homme politique, ancien secrétaire du vice-président de l'assemblée Nationale Adjibolo, Bertoua, Aout 2015.

Tableau 4 : Représentation des femmes de l'Est au sein des partis d'opposition de 1990 à 2013 (bureau de section)

Années	Section	Localités	Nombre de membre	Nombre de femme	Pourcentage de femme
1991	UNDP	Yokadouma	14	1	7
	UNDP	Bertoua	14	2	14
	UNDP	Garoua-boulai	14	1	7
	UNDP	Abong-mbang	14	3	21
1997	ANDP	Belabo	14	1	7
	UNDP	Abong-mbang	14	1	7
	UNDP	Yokadouma	14	1	7
	UNDP	Bertoua	14	2	14
	UNDP	Garoua-boulai	14	3	21
	ANDP	Belabo	14	2	14
2002	UNDP	Garoua-boulai	14	0	0
	UNDP	Bertoua	14	0	0
2007	UPF	Doumé	14	0	0
	UNDP	Mandjou	14	0	0
	ANDP	Belabo	14	1	7
	UNDP	Garoua boulai	14	0	0
2013	UNDP	Mandjou	14	0	0
	ANDP	Belabo	14	1	7
	UNDP	Garoua boulai	14	0	0
	UNDP	Yokadouma	14	0	0

Source : Archives du ministère de la promotion de la femme et de la famille

A l'étude de ce tableau, on constate que la femme est minoritaire au sein des bureaux des partis d'opposition. On ne retrouve pas plus de 3 femmes par bureau à l'Est Cameroun. Ainsi nous pouvons dire que dans la région de 'Est Cameroun, ces partis d'opposition sont présents tout simplement pour faire valoir certains principes de la démocratie car ils ne jouent pas le rôle d'opposition proprement dit. Le parti au pouvoir étant dominant dans la région, nous allons étudier la représentativité des femmes dans les communes de l'Est-Cameroun.

B- LA REPRESENTATION DES FEMMES DE L'EST AU SEIN DES COMMUNES

La région de l'Est-Cameroun créée par décret présidentiel, compte actuellement 33 arrondissements. Chaque arrondissement constitue une commune bien définie et distincte des autres. Ainsi, notre travail consiste à montrer la place de la femme dans ces différents organismes. Nous présenterons d'abord celles qui sont à la tête de l'exécutif communal ensuite celles qui secondent le maire et enfin les membres du conseil municipal.

1- Les femmes maires des communes de l'Est Cameroun

La commune de Messok située dans le département du Haut-Nyong est la première commune de la région de l'Est à avoir élu une femme maire en 2002. Ainsi, sur les 10 femmes élues maires au Cameroun, la région de l'Est qui compte 32 arrondissements n'enregistre qu'une seule femme à la tête de l'exécutif communal (conf annexe1). Dès 2007, le nombre de femmes maires passe à 3 avec l'élection des maires des communes de Garoua-Boulai et de Mboma. Dès cet instant, on voit apparaître des femmes camerounaises, celles de l'Est en particulier à la tête des communes. Lors des élections municipales de 2013, 4 femmes toutes issues du parti proche du pouvoir (RDPC) sont élues maire respectivement dans les communes de Garoua-Boulai, Angossas, Ngoïla et Doumé⁷⁹.

Ce qu'on devrait retenir ici, c'est que la femme n'a pas toujours les mêmes chances que les hommes pour occuper une place à la tête de l'exécutif communal à l'Est Cameroun. Sur 33 maires que compte cette région seules 4 femmes sont élues. Ainsi, d'après nos calculs, le pourcentage de représentation des femmes de l'Est à la tête des communes est très bas. Ce qui veut dire que peu de femmes dirigent les mairies à l'Est par rapport aux hommes. Ainsi de

⁷⁹ Archive du FEICOM, antenne régionale de Bertoua.

1990 à 2013, seules 5 femmes⁸⁰ sont élues maires à l'Est Cameroun comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5: Les femmes maires des communes à l'Est Cameroun de 2002 à 2013

A nnées	Nombre de mairie de la région	Nombre de femmes mairie	Pourcentage de femmes %	Communes dirigées par les femmes	Partis politiques
2002	32	1	7.1	Messok	RDPC
2007	32	2	14	Messok	RDPC
				Garoua-boulai	RDPC
2007	32	1	7	Mboma	RDPC
2013	33	4	28	Garoua-boulai	RDPC
				Doumé	RDPC
				Angossas	RDPC
				Ngoïla	RDPC

Source : Archives du FEICOM et du MINPROFF

Ce qu'il faut retenir ici c'est que bien que les femmes maires de la région de l'Est sont issues du RDPC, on les compte au bout des doigts. Par ailleurs, depuis l'avènement de la démocratie dans le pays, il a fallu attendre le début des années 2000 pour voir apparaître la première femme à la tête de l'exécutif communal dans la région.

2- Les femmes reléguées aux postes d'adjoint au maire

L'exécutif communal est élu démocratiquement dans une corporation multipartite depuis 1996. Il est Constitué de trois membres : un maire et ses deux adjoints. Ce qu'il faut comprendre ici c'est la place qu'occupe la femme de l'Est au sein de cette structure. On trouve quelques unes à la deuxième et

⁸⁰Il s'agit de madame Yafo Ndoe Esther, maire de la commune de Garoua-Boulai ; madame Tsitsol Anne-Marie de la commune d'Angossas, madame Samba Evelyne, maire de la commune de Ngoïla, madame Mpang Gisèle, maire de la commune de Doumé et madame Aleokol Berthe, maire de la commune de Messok.

troisième place c'est-à-dire comme premier et deuxième adjoint au maire. C'est le cas par exemple de madame Adjibolo qui occupe la place de 1^{er} adjoint au maire de la commune de Batouri. Très souvent, la femme de l'Est est reléguée la troisième place au sein des communes de la région. Leur élection est très souvent influencée par certains facteurs. Leur statut social ou encore l'influence d'un membre de la famille qui peut être l'époux, l'oncle, le frère ou le père⁸¹. On les retrouve également au sein du conseil municipal.

3- La femme de l'Est conseillère municipale

Comme dans toutes les autres régions, les communes de la région de l'Est comptent 25 conseillers municipaux. Dans la commune de Bertoua 2^e par exemple, le conseil municipal est composé de 17 hommes et 8 femmes⁸². Ainsi, bien que le nombre de femmes n'atteint pas la moitié du total des conseillers élus, on constate qu'il y'a plus de femmes au sein de cet organe communal contrairement aux autres. Le pourcentage de représentativité des femmes au sein du conseil atteint 30%. On peut donc dire que le conseil municipal accorde plus de place aux femmes que dans certains organes. Ces femmes occupent des places importantes dans les différentes commissions et y prennent des décisions importantes pour le développement de leur région.

Cependant, il faut noter que les femmes conseillères municipales possèdent les moyens de leur politique. Elles sont femmes d'affaires, opératrices économiques et épouses de hauts cadres du gouvernement, élites de la région⁸³. De ce fait on note une exclusion totale de la femme rurale bien qu'elle maîtrise

⁸¹ Madame Napo Laurentine, 2^e adjoint au maire de la commune de Bétaré-Oya avec plusieurs casquettes (enseignante, opératrice économique...), madame Nazouboyo Rose, 2^e adjoint au maire de Ketté, sœur d'une élite influente de l'arrondissement et madame Baza Justine, 2^e adjoint au maire de Mandjou qui bénéficie de la notoriété de son époux.

⁸² Archives de la commune de Bertoua 2^e ; document d'information et de propagande de la liste RDPC des candidats conseillers municipaux à la commune de Bertoua 2^e.

⁸³ C'est le cas de Yaffon Marie Claire, présidente de sous-section, styliste modéliste dans la ville de Bertoua ; de Madame Mbutou Pélagie, opératrice économique ; de madame Djouka Dassi Clarisse, délégué départementale de la jeunesse du Lom et Djérem.

mieux les problèmes que connaît la population locale (manque d'eau, d'électricité, problème de route, de santé, d'éducation...).

En clair, la femme de l'Est bien que sous représentée dans les instances politiques de la région est visible au niveau local dans les communes. Elle y prend des décisions importantes et apporte sa contribution dans le processus de développement de la région. De ce fait, il nous reste à examiner sa contribution au niveau national au sein du parlement.

C- LA PLACE DE LA FEMME DE L'EST AU SEIN DU PARLEMENT CAMEROUNAIS DE 1990 A 2013

Depuis le 14 avril 2013, date des premières élections sénatoriales, le parlement camerounais est constitué de deux chambres : l'Assemblée Nationale ou la chambre basse et le Sénat encore appelé la chambre haute. A ce niveau aussi, la femme camerounaise et particulièrement celle de la région de l'Est est représentée.

1- L'Assemblée Nationale

Avant la mise sur pied du sénat, l'Assemblée Nationale était la seule chambre du parlement camerounais. Grâce à la combinaison de plusieurs facteurs, et malgré leur nombre réduit, les femmes de l'Est Cameroun sont présentes au sein de cette institution à chaque législature. Contrairement à la période du monopartisme où l'on avait seulement une femme élue à l'assemblée nationale à chaque législature, le nombre de femmes de l'Est au sein de cette institution est supérieur ou égal à deux. Lors de la dernière législature en 2013, sur 56 femmes députés dans tout le pays, la région de l'Est enregistre 5 femmes dont une suppléante et 4 titulaires.

Il faut aussi noter que la plupart de ces femmes n'apparaît qu'une seule fois sur la scène politique. C'est-à-dire qu'elles sont élues une seule fois comme député. Sur 8 femmes députés de l'Est seules deux ont été réélues. Il s'agit de

Man Jacqueline (2002-2007 et en 2013) et de Mebande Brigitte (2002-2007 et en 2013). Ces femmes militent toutes au sein du parti au pouvoir et représentent la région de l'Est au niveau national. Les femmes membres des autres partis sont à la traîne. Le tableau ci-dessous nous donne une meilleure lisibilité à ce sujet.

Tableau 6 : Récapitulatif des femmes de l'Est à l'assemblée nationale de 1990 à 2013

Noms et prénoms	Départements d'origine	Partis politiques	Années de législature
APOUMA Emilienne	Kadeï	RDPC	1992 – 1997
MAN Jacqueline	Kadeï	RDPC	2002 – 2007 et 2013...
MEBANDE Brigitte	Haut-Nyong	RDPC	2002 – 2007 2007 – 2012 2013 ...
MOAKEA Odile Solange	Kadeï	RDPC	2007 - 2012
NGBANGBAYE Antoinette	Lom et Djerem	RDPC	2013...
DOPE Honorine	Lom et Djérem	RDPC	2013 ...
EYANGA Blandine	Boumba et Ngoko	RDPC	2013 ...
NANGA KAMBANG Micheline	Lom et Djérem	RDPC	2002 - 2007

Source : Archives de l'assemblée nationale.

A l'étude de ce tableau, un constat se dégage. La répartition des femmes députés de l'Est par département n'est pas égale. Si on les regroupe par département on se rend compte que de 1992 à 2013, le département de la Kadéï présente plus de femmes à l'assemblée nationale. On recense 3 femmes de ce département contre 2 dans le Haut-Nyong et 2 dans le Lom et Djérem. La Boumba et Ngoko n'est représentée que par une seule femme. Il s'agit de DOPE Honorine qui d'après nos recherches est la toute première femme député de ce département. Notons aussi que cette évolution n'est pas constante. A certaines législatures la femme de l'Est est quasiment absente à l'assemblée nationale comme le prouve le tableau précédant ; il s'agit des législatures de 1997 à 2002. Qu'en est-il de la femme de l'Est au sein du tout premier Sénat du Cameroun?

2- Le Sénat

Le terme sénat dérive du latin Sénatus qui signifie conseil des anciens⁸⁴. De nos jours, le sénat désigne, dans un régime politique bicaméral la chambre haute du pouvoir législatif (Parlement) d'un pays. C'est aussi le lieu où siègent les sénateurs. L'existence d'un sénat au Cameroun est prévue par la constitution de 1996. Cependant, aucune élection sénatoriale n'a été organisée avant 2013, malgré les multiples annonces des années précédentes. Notons que les sénateurs sont les représentants des collectivités territoriales décentralisées du parlement. Au Cameroun, ils sont âgés de 40 ans au moins. Ainsi, ils ont pour rôle de voter les lois, de contrôler l'action des membres du gouvernement. Sur ce, les toutes premières élections des sénateurs du Cameroun se sont déroulées le 14 avril 2013⁸⁵. A l'issue de cette échéance, 100 membres sont votés, dont 70 votés au collège électoral et 30 nommés par le président de la république.

Cette première élection voit une participation massive des femmes de l'Est. Quatre d'entre elles sont ainsi retenues dans l'auguste chambre soit trois élues au suffrage universel et une désignée par le Président de la République.⁸⁶ Ce qu'il faut noter ici c'est que ces premières élections ne représentent pas les femmes politiques issues de diverses couches sociales. Toutes les femmes sénatrices de la région de l'Est sont celles là qui ont occupé des hautes fonctions dans l'administration camerounaise⁸⁷. Aussi, dans cette institution, il y'a un grand déséquilibre entre les hommes et les femmes. Sur 10 sénateurs représentant la région de l'Est seules 4 femmes figurent dans le groupe.

En définitive, il était question pour nous de présenter la femme de l'Est dans les différents aspects de la vie politique du Cameroun au moment du multipartisme. De ce fait, nous disons que la femme de l'Est, malgré le peu de

⁸⁴www.encyclopédia.com, du 25 – 01- 2016.

⁸⁵ Journal : Cameroun tribune, avril 2013. p.10.

⁸⁶ Il s'agit de la sénatrice Marlyse Aboui, nommée présidente du bureau d'âge par le président de la république le 8 mai 2013.

⁸⁷ C'est le cas de Monique Ouli Ndongo, ancien secrétaire au ministère de l'élevage et l'industrie animale, de Mme Marie-Claire Moampea, professeur de médecine.

place qui lui est accordée, est représentée dans les différents postes politiques du pays. On la retrouve au sein des partis politiques, au sein des communes et au niveau national à travers le parlement. Elle participe activement aux affaires politiques de la région et du pays. Cependant elle affronte de nombreux défis dans la pratique de son action politique.

CHAPITRE III : LES DEFIS LIES A L'ACTION POLITIQUE DE LA FEMME ET LA REPARTITION SOCIOPROFESSIONNELLE DES FEMMES POLITIQUES DE LA REGION DE L'EST

La femme de l'Est Cameroun apparait à tous les niveaux de la vie politique. Que ce soit au sein des organes de base des partis politiques, des communes ou des grandes instances politiques et ceci malgré son nombre limité. Elle participe énormément aux activités politiques de sa région et du pays en général. Mais son action fait face à de nombreux défis qui empêchent son plein épanouissement dans ce domaine. De ce fait, quels sont les obstacles liés à l'action politique de la femme de l'Est et quels sont les secteurs socioprofessionnels de cette dernière au Cameroun ? Notre travail consistera à analyser les obstacles liés à l'action politique de la femme de l'Est d'une part, et d'autre part de présenter les différents métiers ou professions des femmes politiques de l'Est Cameroun.

I- LES DEFIS LIES A L'ACTION POLITIQUE DE LA FEMME DE L'EST CAMEROUN

On entend par défis ici les différents problèmes auxquels sont confrontées les femmes de l'Est engagées dans la politique au Cameroun. On peut signaler de nombreuses difficultés qui l'empêchent parfois de bien mener son action politique. Ces difficultés peuvent être d'ordre socioéconomique et structurel.

A- Les obstacles socioéconomiques

1- Une société entre tradition et modernité

Malgré l'évolution des mentalités et les différentes démarches en faveur de l'émancipation de la femme, la société reste encore fermée en ce qui concerne l'action politique de la femme à l'Est Cameroun. C'est une société qui demeure entre tradition et modernité. Ce qui fait qu'il y ait de nombreux

éléments de rupture et de permanence qui relèvent de la tradition qui continuent d'impacter cette société⁸⁸. Bien qu'il y ait certaines femmes qui réussissent à faire carrière dans la politique, elles sont combattues à tous les niveaux. En ce qui concerne l'opinion masculine, les hommes continuent de penser que la place de la femme n'est pas hors du foyer. Par conséquent pour eux, une femme politicienne est une femme qui a raté sa vie, qui ne sait pas ce qu'elle fait. Car la politique reste et demeure une affaire des hommes.

De plus, il existe une catégorie de femme qui est un véritable obstacle à l'épanouissement de leurs congénères. Elles ne sont pas prêtes à les soutenir dans leur action politique tout simplement par leur statut de femme. Ce sont surtout des femmes et des jeunes filles non ou faiblement scolarisées. Elles s'opposent farouchement à la participation de la femme à l'action politique car d'après elles : « c'est une perte de temps et ça ne sert à rien »⁸⁹. Pour cette catégorie de femmes sans activités professionnelles et qui restent en marge de l'univers politique et enfermées dans les limites de leurs foyers, le premier devoir d'une femme, c'est de s'occuper de son foyer, et une femme politique n'a pas de temps pour ses enfants. Par conséquent l'éducation de leurs enfants est compromise⁹⁰. On comprend donc par là que d'après certaines femmes, celles qui s'engagent dans la politique ne respectent pas les valeurs de la société. C'est pour cela qu'elles rencontrent de nombreux problèmes. Non seulement elles ne sont pas écoutées par leurs sœurs, mais elles ont de la peine à les mobiliser au sein des organes et lors des réunions de sensibilisation.

2- L'égoïsme des hommes politiques de la région

Les avantages qui sont attachés aux fonctions politiques sont une raison pour que les hommes, plus aux fait des enjeux, grippent le système dès la base. Les hommes politiques de la région de l'Est font preuve d'un égoïsme et d'un

⁸⁸ Entretien avec monsieur Gilbert Keman Doguoa, 69 ans, enseignant retraité, Bertoua le 04 janvier 2016.

⁸⁹ Entretien avec madame Ngonbossom Kiringa Déborah, 43 ans, directrice d'école, présidente RDPC Lom et Djérem Sud, Bertoua le 4 janvier 2016.

⁹⁰ Entretien avec Napo Laurentine, 36 ans, femme politique de Bétaré-Oya le 26 décembre 2015.

égocentrisme sans pareil. A cause de ces hommes politiques, il est difficile de rencontrer une femme de l'Est à la tête d'un parti politique. Face à une femme politique influente et redoutable, ces hommes opèrent une opposition farouche pour la déclasser. Ils utilisent donc toutes les stratégies possibles telles que les intrigues, les coups-bas, les blocages, pour la mettre de côté. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à ternir son image auprès de la population, ce qui la met dans une position de faiblesse pour les prochaines échéances, si celle-ci résiste ou si elles refusent de respecter les conditions qui lui sont posées⁹¹.

Aux femmes influentes, les hommes choisissent celles qui sont effacées, celles-là qu'ils peuvent manipuler et en faire d'elles des marionnettes dans le domaine politique. Ces dernières sont victimes des abus de toutes sortes de la part des leaders de la région, étant donné qu'ils ont facilité leur accession à la classe et au jeu politique. Parmi ces abus nous pouvons citer : des chantages financiers, des harcèlements sexuels et bien d'autres. Au risque de se faire déclasser ou remplacer elles obéissent très souvent. Notons que les hommes politiques de l'Est Cameroun ne rendent pas la tâche facile à leurs sœurs qui évoluent dans le même sillage, Car ce sont eux qui influencent leur élection à ces différents postes qu'elles occupent.

3- Les problèmes financiers

L'influence des moyens financiers apparaît ici comme un véritable frein à l'épanouissement politique de la femme de l'Est Cameroun. Au niveau des organes de base des partis politiques, leurs ressources financières apparaissent insuffisantes à l'ampleur de la tâche qui leur est assignée. Elles ont pour principales ressources de revenu financière, les ristournes de placement des cartes et des biens rétrocédés par les anciennes associations et les cotisations des militantes. Si nous prenons pour exemple les organes des partis au pouvoir, on

⁹¹ C'est le cas de Ngonbossom Kiringa Débora, directrice d'école, présidente de section RDPC qui a risqué sa place de présidente parce qu'elle tient tête aux hommes politiques influents de la région précisément du Lom et Djérem.

constate que contrairement à ce qui est écrit dans les textes, les réalités de terrain sont toute autre chose. Il est dit dans les textes que les organes féminins des partis politiques doivent tirer leurs revenus des droits d'adhésion, des cotisations annuelles des militantes⁹², des contributions spéciales versées par leurs membres, des produits des œuvres culturelles, des manifestations organisées par les femmes⁹³. Ainsi, on note une certaine réticence des dirigeants des partis politiques à aider les femmes politiques sur le plan financier. Elles sont délaissées à leur triste sort dans la gestion de leurs affaires politiques.

Aux problèmes susmentionnés, on peut aussi citer une absence de lobbies influents pour les femmes. Notons qu'un Lobby est un réseau social auquel on appartient⁹⁴. Ces réseaux sociaux sont très déterminants en termes d'appui financier et de bénéfice dans l'occupation des postes de responsabilité sur tous les plans. Contrairement aux hommes, les femmes politiques n'ont pas l'opportunité d'utiliser leur réseau social pour atteindre leur but. Elles ne fréquentent pas assez de cercles qui représentent une belle opportunité de rencontre avec d'anciennes amies, camarades mieux placés dans les affaires et qui peuvent jouer le rôle de mentor. Bien qu'ayant des responsabilités politiques, les femmes de l'Est manquent de temps, elles sont toujours départagées entre leurs occupations quotidiennes à la maison et leurs actions politiques. Ceci les empêche d'élargir les sources de revenus qui aident à leur épanouissement politique. C'est ce qui amène souvent certaines femmes à évoluer et à agir de façon isolée⁹⁵.

En clair, la femme de l'Est Cameroun fait face à de nombreux problèmes d'ordre financier dans l'exercice de son action politique. Certains problèmes sur le plan structurel entravent aussi son épanouissement politique.

⁹² A. Ngandui, " Militantisme féminin... ", p. 87.

⁹³ Guide du militant UNC, P. 6

⁹⁴ Nchouwat et Al, *Assemblée nationale compétences et configuration*, Yaoundé, PUA, 2005, pp.110- 111.

⁹⁵ Ibid.

B- Les défis sur le plan structurel

On note de nombreux problèmes à savoir, l'inégale répartition de sexes au niveau des postes, les luttes d'influence, la manipulation des militants et le comportement de certaines femmes dans les instances politiques.

1- La manipulation des militantes

Cette manipulation s'observe à travers de nombreuses promesses faites aux femmes par les hommes mais qui ne sont pas honorées. On leur promet souvent des responsabilités au sein des partis politiques dans le but de les amener à voter en faveur du parti auquel elles adhèrent. Mais après les résultats des élections, ce qu'on leur offre comme place n'est jamais égale à celle de l'homme. Les femmes sont généralement considérées comme pourvoyeuses de voix lors des élections (présidentielles, législatives et municipales), et instrument facilement manipulé par les hommes. Aussi, de temps en temps, lors des grandes manifestations des partis (fête nationale, meeting, anniversaire du parti...), elles reçoivent des rafraichissements au lieu de recevoir des motivations en termes de promotion sociale. Ces rafraichissements se résument en quelques sacs de riz, boissons, huile... bref, des denrées alimentaires.

Il ressort de ce qui précède que, les manipulations faites aux militantes par les hommes politiques sont un réel frein à leur épanouissement politique. Cependant, il importe de relever que certaines femmes constituent elles-mêmes un obstacle à leur évolution.

2- Le comportement des femmes au sein des instances décisionnaires du pays

Il est généralement prouvé que certaines femmes de l'Est sont à l'origine de leurs propres problèmes. Elles sont la plus part du temps fuyantes lors des assemblées au sein des grandes instances politiques du pays (assemblée nationale...). Lors des débats, elles préfèrent écouter les hommes et approuver

leurs décisions. Aussi, elles font preuve d'un manque d'initiative et ne peuvent se faire écouter. La conséquence ici c'est qu'elles sont incapables de faire prévaloir leurs opinions. Cette catégorie de femmes découle de celles à qui les leaders politiques de la région imposent leurs lois et les manipulent à leur guise. Ce sont ces femmes qui ont été élues sous l'influence des hommes politiques. A la base, elles manquent d'une culture politique poussée. Elles ne peuvent que se contenter de respecter les ordres qui leurs sont donnés par les hommes. Le manque d'instruction peut aussi être un frein à la prise de parole en public de ces dernières. Parce que la plupart n'ont pas un bon niveau d'études. Elles ont honte de s'exprimer en public de peur d'être un sujet de raillerie. A ce titre, une femme politique nous dit « je ne sais pas m'exprimer en français, car je n'ai pas fait de longues études et j'ai peur de donner mes idées publiquement »⁹⁶.

En clair, il ressort de cette analyse que les obstacles à l'épanouissement politique des femmes de l'Est Cameroun ne sont pas seulement externes. Certaines femmes politiques constituent elle-même leurs propres problèmes. Ainsi, de nombreux éléments les empêchent de s'activer dans leur carrière politique et à entreprendre la réalisation des œuvres de développement dans leur région. A ceci, les femmes politiques de l'Est font face à une inégale répartition des postes politiques

3- l'inégale répartition des sexes dans les postes de responsabilités

Avec l'avènement des démocraties et la promotion de l'émancipation de la femme, le Cameroun ratifie la convention des USA contre la discrimination de la femme en 1960⁹⁷. Cette convention est claire sur les quotas et stipule que :

Pour accélérer l'instauration d'une égalité entre les hommes et les femmes dans la société et sur les lieux de travail, les Etats sont autorisés à appliquer les mesures correctives spéciales tant que les inégalités n'ont pas disparues⁹⁸.

⁹⁶ Entretien avec madame Beguima Rufine, 50 ans, agent communal, militante RDPC Lom et Djérem Sud I, Bertoua le 4 janvier 2016.

⁹⁷ A. Ngandui, "militantisme féminin... ", p.89.

⁹⁸ A Ngadui "Militantisme...", p.89.

Ainsi, la femme camerounaise en général et celle de l'Est en particulier s'appuie sur son grand nombre pour revendiquer ces quotas. C'est ainsi qu'une femme politique au Cameroun déclare :

Nous voulons des règles et non des directives. Il faudrait qu'on arrive à une situation telle qu'on sache à l'avance que s'il y a 100 sièges à pourvoir, trente ou quarante seront réservés aux femmes. Nous les méritons en raison de notre poids démographique et politique⁹⁹.

Cependant, malgré les prescriptions de la convention des nations unies et les nombreuses protestations de la gente féminine, le système de quotas n'est pas respecté¹⁰⁰. On note par conséquent une inégale répartition de sexes à des postes de responsabilité politique. En ce qui concerne la région de l'Est Cameroun, cette inégalité s'observe à tous les niveaux.

Au sein des bureaux du RDPC, que ce soit les bureaux de section ou de sous-section, le pourcentage de représentation des femmes est bas comparé à celui des hommes. C'est l'exemple du bureau de sous-section RDPC de Lom et Djérem Sud I¹⁰¹ où sur 12 membres du bureau exécutif, on ne retrouve que 2 femmes, soit un pourcentage de 0,24%. Bien que les femmes soient intégrées dans la sphère politique, elles n'ont pas la possibilité de briguer les postes de responsabilité. Et même si elles occupent des postes, ce ne sont pas des postes aussi importants que ceux occupés par les hommes. Cette situation s'observe même dans les partis d'opposition qui sont presque inexistantes ou qui ne sont que des figurants dans la région de l'Est.

Au niveau des communes, cette inégale répartition est également observée. Sur 33 communes que compte la région, seules quatre sont

⁹⁹ Cameroun tribune N° 5965, novembre 1995.

¹⁰⁰ Le système de quotas permet d'assurer un nombre précis de sièges aux femmes et de réduire la discrimination entre les sexes aux élections. Il permet d'éviter les frustrations et d'assurer un équilibre entre les hommes et les femmes.

¹⁰¹ Procès-verbal d'élection des membres du bureau exécutif du RDPC 2009.

représentées par des femmes¹⁰². Malgré leur charisme et leur dynamisme, elles rencontrent de nombreuses difficultés dans la gestion de leurs actions politiques. Notamment le refus de la population de les accepter comme leader de l'arrondissement et lorsqu'elles décident d'user de l'autorité pour atteindre leurs objectifs, l'opinion publique ne tarde pas à ternir leur image. On les taxe de dévergondées, de femmes acculturées¹⁰³.

Cette inégale répartition est d'autant plus observée au niveau de l'assemblée nationale. Sur 12 femmes députés recensées au cours de neuf législatures, dix titulaires et deux suppléantes, aucune n'a occupé les postes de président, vice-président et de questeur. Seule une femme a été élue secrétaire au cours des législatures de 2002 - 2012¹⁰⁴. Elles ne sont que des simples membres de commission, parce que réparties dans toutes les commissions que représente l'assemblée nationale. Le tableau ci-dessous nous présente la répartition des femmes politiques de l'Est Cameroun à travers les commissions.

¹⁰² Il s'agit des communes de Doumé, Angossas, Ngoila dans le département du Haut-Nyong et Garoua-Boulai dans le Lom et Djérem.

¹⁰³ Entretien avec monsieur Doua Albert, 42 ans, couturier, marché central de Garoua-Boulai, le 20 septembre 2015.

¹⁰⁴ Il s'agit de madame Brigitte Mebande, député représentant le département du Haut-Nyong.

Tableau 7 : Répartition des femmes politiques de l'Est Cameroun à travers les commissions

Noms et prénoms	Commissions	Professions	Législature
GOBE Brigitte	Commission de l'éducation, de l'information, de la culture et des affaires sociales	Enseignante	1973 – 1978 1978 – 1983
BIKOUL Thérèse	Commission des affaires étrangères	Enseignante	1983 – 1988
KANKANY Marie-Claire	Commission de l'éducation	Commerçante	1988 – 1992
MARIGOH Emilienne	Commission de production	Agricultrice	1992 – 1997
APOUMA Emilienne	Commission de production	Hôtelière	1997 – 2002
MAN Jacqueline	Commission de résolution	Ménagère	2002 – 2007 et 2013...
MOKEA Odile Solange	Commission de défense	Agent commercial	2007 – 2012
MEBANDE Brigitte épouse ABDOULBAGUI	Commission des affaires étrangères	Opératrice économique	2002 – 2007 2007 – 2012 2013 ...
EYANGA Blandine	Commission de défense	Secrétaire	2007 – 2012
NGBANGBAE Antoinette	Commission des affaires étrangères	Cadre d'administration	2013 ...
DOPE Honorine			2013 ...
NANGA KAMBANG Micheline	Commission de défense	Non mention	2013 ...

Source : Tableau élaboré par nous à partir des données recueillies des livres d'or de l'Assemblée Nationale du Cameroun

A l'étude de ce tableau nous constatons que toutes les femmes députés de la région de l'Est sont réparties à travers les commissions que compte la

structure. Qu'elles soient titulaires ou suppléantes, elles sont membres de ces commissions. Cette répartition se fait comme on peut le constater en fonction de leur statut social.

En clair, il était question pour nous de présenter les défis que la femme de l'Est est appelée à relever dans l'exercice de son action politique. De ce fait, plusieurs problèmes empêchent l'épanouissement de celle-ci dans la sphère politique que ce soit au niveau local (dans la région) ou au niveau national. Et qui plus est, certaines femmes constituent elles-mêmes leurs propres obstacles en raison de leurs attitudes vis-à-vis des hommes dans ce domaine.

De ce fait, nous ne pouvons aborder la question de la participation et de l'émancipation politique de la femme de l'Est Cameroun en négligeant l'aspect socioprofessionnel.

II- APPARTENANCE SOCIOPROFESSIONNELLE DES FEMMES POLITIQUES DE LA REGION DE L'EST

Les femmes politiques de l'Est Cameroun sont issues de toutes les couches sociales et représentent différentes professions. Ainsi, l'analyse de cette partie consiste à présenter d'une part les différentes couches sociales desquelles sont issues les leaders politiques féminins à l'Est Cameroun, d'autre part nous allons présenter leurs différentes professions.

A- Les appartenances sociales des femmes politiques de l'Est Cameroun

Ici, nous voulons faire référence aux différentes classes sociales. Une classe sociale est un concept sociologique regroupant des personnes ayant en commun, un milieu de vie, des activités professionnelles et économiques¹⁰⁵. Ainsi, les femmes politiques de la région de l'Est représentent toutes les classes

¹⁰⁵ <http://fr.m.wikipedia.org>, consulté le 6 février 2016 à 11h 22min.

de la société camerounaise. Nous avons la basse classe, la classe moyenne et la classe aisée.

1- La basse classe

C'est le 1^{er} maillon de la chaîne. Elle est constituée des ouvrières, cultivatrices, femmes de ménage, « bayam-selam », ou revendeuses...¹⁰⁶. Eu égard à leurs conditions de vie : minimum vital à peine assuré, menace de chômage structurel, discrimination sexuelle dans l'organisation du travail, elles se trouvent dans la situation de celles qui n'ont plus que leur force de travail à vendre. Ainsi, elles ne sont pas intéressées par les affaires publiques. Rares sont celles qui ont une activité de militante politique engagées. D'une part en raison du manque de temps libre, d'autre part en raison du manque de culture politique. Cependant, celles qui parviennent à exercer une activité politique sont celles-là qui ont eu l'habitude de ne compter que sur elle-même¹⁰⁷. Cette habitude leur donne une liberté d'action, une relative indépendance, elles bénéficient de droits dont sont privées plusieurs d'entre elles. Leur vivacité, leur ouverture d'esprits et la solidarité à laquelle elles font preuve aussi que l'aisance avec laquelle elles s'expriment, les relations de camaraderie qu'elles entretiennent sont un ensemble de facteurs préfigurant la prise de conscience et leur intérêt à s'occuper des affaires publiques.

2- La classe moyenne

Elle est composée des employées, des cadres moyens de la fonction publique et une à catégorie de femmes qui évoluent dans le secteur privé. Ce sont ces femmes-là qui ont reçu une formation d'institutrice, de sage-femme, d'enseignante ou de secrétaire de direction, de styliste et certaines sont des opératrices économiques. Elles constituent la couche la plus représentée dans le domaine politique et un fort pourcentage des adhérentes dans les partis

¹⁰⁶ Entretien avec Ayoka Jean Paul, 45 ans, conseiller municipal, Bertoua le 4 janvier 2016.

¹⁰⁷ Entretien avec Bouko Yvette, 49 ans, commerçante, marché centrale de Bertoua le 5 avril 2016.

politiques. Comme nous l'avons souligné dans les chapitres précédents, nombreuses sont celles-là qui n'ont à l'avance aucune inclinaison pour la politique. Leur implication dans ce domaine reste conditionnée par le statut social de leur conjoint. Par conséquent, elles se lancent dans cette activité sans avoir une notion ou une culture politique. Elles militent pour tout et pour rien¹⁰⁸. L'essentiel pour elle est d'assister aux meetings, aux réceptions, occasion rêvée pour elles d'étaler leurs bijoux et toilettes. Il est de ce fait inutile de mener que la conscience politique leur font défaut.

En clair, cette catégorie sociale constitue l'élément féminin essentiel de la région de l'Est dans l'action politique au Cameroun. Elles constituent le soutien le plus actif dans ce domaine. Mais elles présentent de nombreuses faiblesses dues à leur manque de culture politique.

3- La classe des privilégiées

Ce sont les intellectuels, les cadres supérieurs de la fonction publique qui constituent cette couche sociale. Paradoxalement, cette couche que l'on croit réceptive aux idées politiques et aux affaires de la cité adopte une attitude absolument apolitique. Ces femmes se contentent d'évoluer dans des associations professionnelles ou amicales. Cette attitude peut s'expliquer à travers plusieurs raisons : d'abord les partis politiques ne répondent pas à leurs aspirations politiques dans la mesure où ils n'accordent pas trop d'importance aux actions de la femme et les pinions qu'ils défendent ne cadrent pas avec la vision du monde intellectuel de ces femmes.¹⁰⁹ Ensuite, certaines d'entre elles appréhendent des disputes et des tiraillements ou encore des jalousies qui règnent au sein des organes féminins de bas étage¹¹⁰. La dernière raison

¹⁰⁸ Entretien avec débora Ngonbossom Kiringa, 43 ans, présidente de section RDPC Bertoua, le 4 janvier 2016.

¹⁰⁹ H Djibo, *La participation des femmes ...*, p.198.

¹¹⁰ Ibid.

concerne la démobilisation de l'élite intellectuelle : son appartenance à une classe aisée fait qu'elle n'ait pas un grand intérêt à ce que les choses changent¹¹¹.

En claire, il était question dans cette partie de montrer les appartenances sociales des femmes politiques de l'Est Cameroun. Il en ressort que toutes les classes sociales sont représentées dans ce domaine. Mais cette représentation est très inégale. La basse classe est moins présente par rapport aux autres classes. Nous ne saurons clore cette analyse sans faire un état des lieux des différentes professions occupées par des leaders politiques féminins de la région.

B- Les appartenances professionnelles des femmes politiques de l'Est Cameroun

Le milieu politique féminin de la région de l'Est est constitué des femmes issues de tous les secteurs d'activités. Ainsi, on peut regrouper ces professions dans deux secteurs principaux à savoir : le secteur privé (opératrices économiques) et le secteur public (fonctionnaire, assimilées et les cadres de l'administration)

1- Le secteur privé

Premièrement, ce secteur regroupe les ouvrières, les cultivatrices, les bayam-selam etc. Comme nous avons dit plus haut, ce sont des femmes qui présentent des conditions de vie précaires par manque de moyens financiers. Pour cela, elles se battent pour assurer leur survie. Par conséquent elles ne s'intéressent pas tellement à la politique. Elles constituent la catégorie la moins représentée dans la sphère politique que ce soit au niveau local que national.

On observe une apparition de plus en plus poussée des opératrices économiques de la région dans le domaine politique. Cette prééminence des opératrices économiques peut s'expliquer par le fait qu'elles disposent des

¹¹¹ H Djibo, *La participation des femmes ...*, p.198.

moyens financiers qui leur permettent de mener leur campagne électorale et d'évoluer aisément en politique.

2- Les femmes du secteur public

Le milieu politique de la région de l'Est se caractérise par une forte fonctionnarisation des femmes aptes à mieux traduire les attentes et les exigences des populations locales et nationales. Ainsi, nous retrouvons des femmes enseignantes, ce corps de métier est toujours représenté dans le domaine politique. Ceci peut s'expliquer par le fait que les enseignants sont quotidiennement en contact avec la jeunesse et ses pros scolaires et extrascolaires spécifiques ou liés à la société dans laquelle elle vit¹¹². De plus, l'enseignement est un métier pluridimensionnel. Celui qui l'exerce est apte à s'adapter à tous les autres aspects de la société, même en politique.

La médecine : ce sont les sages-femmes, infirmières, puéricultrice, pharmaciennes et médecins. Elles ne sont pas très représentées dans l'espace politique de la région.

Les cadres de l'administration : avec l'amélioration du taux d'alphabétisation au cours de ces dernières années, le domaine politique n'est plus le refuge des analphabètes. On assiste à l'entrée de plus en plus poussée des femmes de l'administration en politique.

Il était question ici de présenter les différentes professions auxquelles sont issues les femmes la région de l'Est. De ce fait, on retrouve plusieurs professions de la fonction publique dans le domaine politique. Cependant, les cadres moyens sont plus représentés que les cadres supérieurs. Le tableau ci-dessous nous fait un état des professions des leaders politiques féminins de la région.

¹¹² M. Ngo Boki, " Femme et parlementarisme... ", p.77.

Tableau 8 : Répartition professionnelle des femmes politiques de la région de l'Est Cameroun

Noms et Prénoms	Département d'origine	Profession	Fonctions politiques
Gobe Brigitte	Haut-Nyong	Enseignante	Député
Bikoul Thérèse	Haut- Nyong	Enseignante	Député
Kankany Marie-Claire	Kadeï	Commerçante	Député
Marigoh Emilienne	Lom et Djérem	Agricultrice	Député
Apouma Emilienne	Kadeï	Hôtelière	Député
Man Jacqueline	Kadeï	Ménagère	Député
Mokea Odile Solange	Kadeï	Agent communal	Député
Mebande Brigitte Epse Abdoulbagui	Haut-Nyong	Opératrice économique	Député
Dope Honorine	Boumba et Ngoko		Député
Madame ATEBA	Haut-Nyong	Ménagère	Présidente de section UNDP
Aboui Marlyse	Lom et Djérem	infirmière	Sénatrice Présidente de section ANDP
Bouquet Hélène	Lom et Djérem	Femme d'affaire	Membre OFUNC
Mboutou Pélagie	Lom et Djérem	Opératrice économique	Conseillère municipale / Présidente de section
Tokpanou Isabelle	Haut-Nyong	Cadre d'administration	Sénatrice
Assime Zele	Haut-Nyong	Non mentionnée	Membre OFUNC
Djouka Clarisse	Lom et Djérem	Cadre d'administration	Conseillère municipale
Madame Ava	Haut-Nyong	Opératrice économique	Présidente de section
Medze Ida Aimé	Haut-Nyong	Enseignante	Conseillère municipale

Madame Adjibolo	Kadeï	Ménagère	Adjoint au Maire
Moampea Marie-Claire	Boumba et Ngoko	médecin	Sénatrice
Ouli Ndongo Monique	Kadeï	Cadre d'administration	Sénatrice
Madame Emana	Lom et Djérem	Enseignante	Présidente de section
Ndogbosson Kiringa D.	Lom et Djérem	Enseignante	Présidente de section
Napo Florence	Lom et Djérem	Enseignante	Adjoint au Maire
Tsitsol Anne-Marie	Haut-Nyong	Enseignante	Maire
Samba Eveline	Haut-Nyong		Maire
Mpang Gisèle	Haut-Nyong	Cadre d'administration	Maire
Yaffoe Ndoe Esther	Lom et Djérem	Infirmière	Maire

Source : Tableau élaboré par nous à partir de nos différentes données

A l'étude de ce tableau, un fait se dégage : les fonctionnaires sont majoritaires, tandis que les non fonctionnaires sont minoritaires. Cette situation pose un déséquilibre socioprofessionnel et économique. Aussi, on se dit qu'en exerçant les activités politiques, ces femmes fonctionnaires sont sûres de garder leurs métiers et les avantages qui en découlent. Ce qui n'est pas le cas pour les non-fonctionnaires qui sont parfois obligés de ralentir voire de cesser leurs activités professionnelles. Aussi, malgré le fait que tous les départements de la région sont représentés, le département du Haut-Nyong a un pourcentage plus élevée que les autres. Ceci peut s'expliquer par le fait que les femmes de ce département se sont vite intéressées aux affaires politiques. La preuve est que la première femme député de l'Est Cameroun est originaire du Haut-Nyong (confère chapitre 4). Aussi, les leaders politiques masculins de cette région sont quand même ouverts à la question de l'intégration des femmes dans le domaine politique. Contrairement à eux des autres départements (Lom et Djérem et

Boumba et Ngoko) qui restent encore fermés quant à la question de la participation politique de la femme.

En somme, il était question dans ce chapitre d'analyser les défis auxquels la femme politique de l'Est fait face et les origines socioprofessionnelles de celle-ci. De ce fait, plusieurs obstacles s'érigent face à la femme de l'Est dans ses activités politiques. Ses défis peuvent être l'ordre social, économique et structurel. Cependant, malgré le nombre limité de femmes de l'Est qui évoluent dans le domaine politique, elles sont issues des origines socioprofessionnelles diverses. On retrouve les femmes fonctionnaires assimilées à celle du secteur privé. Parmi ces femmes, quelques-unes ont marqué la politique que ce soit au niveau local que national.

CHAPITRE IV : LES PIONNIERES POLITIQUES A L'EST-CAMEROUN ET LES LIMITES DE LEURS ACTIONS

Comme dit dans les précédents chapitres, le nombre de femme de l'Est évoluant en politique est limité. Malgré cette sous représentation, quelques unes d'entre elles réussissent à marquer la scène sociale par leur dynamisme et leur détermination. D'autres par contre font preuve d'un laxisme notoire à l'égard des engagements pris auprès de leurs électeurs. De ce fait, quelles sont les figures emblématiques féminines et quelles sont les insuffisances de l'action politique de la femme de l'Est ? L'analyse de ce chapitre nous permettra de présenter les pionnières de la politique de la région de l'Est et de ressortir les limites liées aux actions politiques posées par elles.

I- LES PIONNIÈRES DE LA POLITIQUE À L'EST-CAMEROUN

Dans cette partie, il est question pour nous d'analyser le parcours des femmes de l'Est qui évoluent dans la politique. Pour cela, nous allons présenter les femmes des partis politiques, celles des mairies et celles du parlement.

A- Les femmes des partis politiques

La vie des partis politiques est animée par les femmes et celles de l'Est-Cameroun jouent ce rôle avec beaucoup de détermination. Cependant, celles qui s'affirment et occupent des postes clé au niveau de la hiérarchie régionale sont peu nombreuses et leur décollage dépend très souvent des facteurs sociopolitiques présentés au 2^e chapitre de ce travail.

1-Le parcours de NGATCHA MBITOM Debora

Madame Ngatcha Mbitom née Ngonbossom Kiringa Debora voit le jour le 03 novembre 1973 à Bertoua. Originnaire de l'arrondissement de Diang (Département du Lom et Djerem), elle est fille du Feu Kiringa Balla Alexis et de Goa Beti Victorine. Ses études primaires et secondaires sont sanctionnées par

l'obtention d'un Baccalauréat A4 allemand en 1995. Par la suite, en 1996, elle entre à l'Ecole Normale des Instituteurs de l'Enseignement Général (ENIEG) de Bertoua où elle sort nantie d'un CAPIEM. De 1997 à 1999, en attendant son intégration à la fonction publique, elle s'engage dans les activités de volontariat. Elle est recrutée à la Coordination Diocésaine des Activités Socio Caritatives (CODASC) de Bertoua. Basée à Bétaré-Oya, elle coordonne les activités dans les localités de Garoua-Boulai et de Ngoura. Sa mission consistait à encadrer les groupes d'initiatives communes (GIC) en les redynamisant, chacun dans son domaine précis. C'est une femme de caractère qui ne recule jamais face aux obstacles¹¹³. En 2001, elle est intégrée à la fonction publique en qualité d'institutrice principale de l'enseignement primaire et maternelle. Poste qu'elle occupe jusqu'en 2006 à l'Ecole primaire publique de Tigaza groupe 1-A dans l'arrondissement de Bertoua Ier. En 2007, elle est nommée directrice de la même école. Mariée et mère d'un enfant avec deux petits fils, Ngonbosson Kiringa Debora est une mère de famille dévouée. Elle ne se limite pas seulement à éduquer les enfants à l'école, mais elle le fait aussi à la maison¹¹⁴. Dynamique, éloquente et rigoureuse, elle apporte de l'ordre partout où elle passe. Son entrée dans la vie politique de la région sera remarquable.

Sur le plan politique, notons que madame Ngatcha n'était pas intéressée à la politique au départ. Elle était plus attirée par les associations à caractère sportif, notamment le football. En sa qualité de joueuse, occupant le poste de capitaine de l'équipe, elle représente la région de l'Est aux championnats nationaux de Ngaoundéré, Bafoussam, et de Bamenda de 1987 à 1995. Par la suite, elle encadre les joueuses et occupe respectivement les postes présidente départementale de football féminin, de vice-présidente provinciale, de présidente provinciale, de 2005 à 2007. Suite à des questions de rivalité, elle divorce avec le football féminin et s'engage dans le football masculin. Elle y occupe le poste

¹¹³ Entretien avec Madame Nalao Rosalie, 42 ans assistante de Direction à la cellule informatique de la société immobilière du Cameroun (sic), Yaoundé, 15 Avril 2016.

¹¹⁴ Entretien avec Gbaye olive, 45 ans, institutrice, EPP Tigaza IA, Bertoua, le 04 avril 2016.

de vice-présidente régionale de la league de football de l'Est à partir de 2009. Elle fait son entrée en politique en 2007 comme délégué chargé des organisations spécialisées. En 2009, suite à la démission du vice-président de la section RDPC du Lom et Djerem Sud, elle le remplace à ce poste. C'est sans préparation et grâce à sa force de travail qu'elle s'affirme dans la vie politique de la région¹¹⁵. Depuis son intégration en politique, Madame Ngatcha est un véritable phénomène qui y roule sa bosse. En tant que présidente de section, elle atteint presque tous les objectifs qu'elle se fixe malgré les obstacles qui s'érigent devant elle. Grâce à son charisme, elle réussit facilement à mobiliser les troupes, à les encadrer, à les galvaniser, les écouter et à être leur porte parole auprès de la haute hiérarchie du parti. Militante engagée, elle mène les activités politiques au sein de sa circonscription avec engouement et dévotion, et c'est pour elle une joie de servir la nation. Comme elle le dit d'ailleurs, « c'est un honneur pour moi d'accueillir le Président de la République lors du lancement des travaux du Barrage hydroélectrique de Lom Pangar »¹¹⁶. Elle nourrit de nombreuses ambitions pour les jeunes filles qui désirent évoluer dans la politique, car elles ont besoin de modèles pour les encourager. Les différentes images suivantes nous présentent Madame Ngatcha dans ses différentes occupations.

Photo 1 : Mme Ngonbossom Kuinga Debora



Cliché Mireille Foro Zoulde

¹¹⁵ Entretien avec Madame Ngonbossom Kiringa Debora, Bertoua, 04 avril 2016.

¹¹⁶ Ibid.

Sur cette photo, nous observons madame Ngonbossom Kiringa dans ses différentes occupations. A l'extrême droite elle est assise dans son bureau à l'école primaire publique de Tigaza groupe 1-A, assumant ses fonctions d'enseignante. A gauche, en sa qualité de militante et de présidente de section, elle accueille le Président de la République lors de sa visite dans la région de l'Est pour le lancement de travaux du barrage hydroélectrique de Lom-pangar en 2012.

2-Madame Emama Clémentine : Présidente se section OFRDPC

Originnaire du centre, Andela Clémentine épouse Emama est née en 1959. Fille de Bindzi Salomon et de Ngah Alexis, elle obtient son BEPC au Collège Johnson à Yaoundé. Après l'obtention de son Probatoire, elle entre au CENAJES de Garoua où elle suit une formation de 1983 à 1986. Faisant partie de la première promotion, elle en sort Professeur d'éducation physique et sportive (1986). Mariée et mère de 6 enfants, ayant plusieurs petits-fils, elle a une vie socioprofessionnelle bien remplie. Femme d'affaire, coordonnatrice des femmes d'affaires de l'Est, elle mène et crée plusieurs activités (agriculture, foresterie, commerce). Membre du Groupement des Femmes d'Affaires du Cameroun (GEFAC), elle vulgarise les produits agricoles, notamment la variété d'arachides A26. Elle crée des Banques villageoises et est à l'origine d'une chaîne de radio communautaire (La Radio Merveille de Bouam). Elle suit plusieurs formations dans les ONG, notamment le Peace Corps dans la médiation en temps de guerre. Elle met sur pied des ONG, entre autre l'Action pour la Paix et le Développement Rural du Cameroun, Le BENEBE-BESSAYE¹¹⁷. Toutes ces activités sociales ne l'empêchent pas de mener une bonne carrière politique.

Sur le plan politique, Madame Emama a fait de la politique dès son bas âge. Issue d'une famille politique (fille de présidente de parti et belle-fille de

¹¹⁷ Le BEBEBE-BESSAYE (entre nous) est une ONG regroupant les enfants ou les ressortissants d'un même village faisant dans diverses activités de développement de leur localité.

député), elle a la politique dans le sang¹¹⁸. En 1985, elle est présidente OJRDPC à Garoua ; à l'Est Cameroun, elle commence ses activités politiques au sein d'une cellule du Parti au pouvoir, ensuite au comité de base, puis grave progressivement les échelons. Pour se faire connaître par le public, elle a travaillé très dur. Elle occupe ainsi le poste de présidente de section Lom et Djerem Sud, poste jusqu'en 2007. Elle avait pour principales missions, la mobilisation, l'animation des cérémonies du parti, l'éducation et la sensibilisation des populations, précisément celle des femmes du Lom et Djerem.

Malgré de nombreux obstacles qui se sont érigés face à cette dame de caractère, elle a réussi à intégrer l'organe suprême du parti. Actuellement, elle est membre du Bureau national des femmes du Parti au pouvoir. Etant donné qu'elle entre en politique pour servir de porte flambeau des femmes de la région Est¹¹⁹, elle tient à continuer sa mission jusqu'au bout. Elle tient à intégrer un maximum de femmes et de jeunes filles dans la politique, à lutter contre les incompréhensions, éliminer les barrières qui s'érigent devant celles-ci en les galvanisant, les sensibilisant, afin qu'elles comprennent que la politique n'est pas seulement réservée aux hommes.

1- Le portrait de Georziane Marlyse Aboui

Née à Bertoua, chef lieu de la Région de l'Est, en 1974, Marlyse Aboui est originaire de l'arrondissement de Belabo. Son parcours scolaire commence à l'école publique groupe 3 de Bertoua, puis à Diang et au Lycée de Belabo où elle obtient son Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC) en 1985. Quelques années plus tard, suite au décès de son père, elle met fin à ses études en classe de Première en 1997. Par la suite, elle présente le concours de l'Ecole des infirmiers brevetés de Bertoua où elle en sort diplômée en 2002. Deux ans après, (2004) elle débute sa carrière professionnelle à Mindif dans la région de

¹¹⁸ Entretien avec Madame Eman Clémentine, 57 ans Bertoua le 05 avril 2016.

¹¹⁹ Ibid.

l'Extrême-Nord. Elle est ensuite affectée à l'hôpital régional de Bertoua dans les services d'urgence et d'hémodialyse. Sa vie professionnelle ne l'empêche pas d'être une mère dévouée à ses quatre enfants et d'être une femme politique exemplaire.

Le parcours de Marlyse Aboui débute alors qu'elle est encore sur les bancs de l'école. En 1997, elle est député suppléant à l'Assemblée Nationale pour le compte de l'Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès (ANDP), parti d'Amadou Moustapha qui l'avait cooptée dans la circonscription de Belabo. Elle est en même temps présidente de section de l'ANDP à Belabo et coordonnatrice régionale de ce parti à l'Est Cameroun. En 2013, suite à la toute première élection sénatoriale organisée au Cameroun, elle figure sur la liste des 20 femmes présentes au sénat. Le 08 mai 2013, suite au décret du Président de la République, elle est désignée au bureau d'âge du Sénat. Cette nomination est une surprise pour cette infirmière devenue sénatrice qui exprime sa joie en ces termes :

C'est un rêve et je crains d'être réveillée à tout moment. Lorsque j'ai appris que je faisais partie du bureau d'âge, je me suis dit que ça ne pouvait pas être vrai. Je me demandais ce que j'ai bien pu faire pour être nommée ainsi par le Président de la République. (...). C'est un honneur dont j'estime toute la valeur¹²⁰.

Ainsi, Marlyse Aboui est l'une des rares femmes de la Région à se faire investir par un parti politique d'opposition dans les grandes instances politiques du pays. Partie de rien pour se hisser au sommet de la politique camerounaise, M. Aboui est un modèle à suivre par les jeunes filles et les femmes de la région qui ambitionnent de faire une carrière politique.

¹²⁰ Marlyse Aboui citée par Interpress Service, le 29 Mai 2013.

B- Les pionnières des autres instances de décision

1- La trajectoire de YAFFO NDOE Esther

Née le 27 Août 1971 à Garoua-Boulai, Esther Yaffo est la fille de monsieur Ndoe Gabriel Beloko et de Gbeyombo Marthe. 6^{ème} enfant d'une famille de 10, elle débute ses études primaires à l'Ecole Privée Protestante de Garoua-Boulai. En 1983, elle obtient son CEPE. Elle obtient son BEPC au CES de Kolofata en 1988. Comme toutes les jeunes filles de son époque, elle fut contrainte à quitter les bancs de l'école en classe de seconde, car elle avait atteint l'âge d'aller en mariage. Sa vie professionnelle commence par de nombreuses formations. Entre 1997 et 1999, elle se forme en stylisme, mais elle n'a pas eu le temps d'exercer ce métier. En 1999, elle entre à l'école des infirmiers de Bertoua. Elle se spécialise comme technicienne médico-sanitaire et en sort diplômée en 2001. Entre 2003 et 2007, elle est major du laboratoire de l'Hôpital protestant de Garoua Boulai. Tout en exerçant son métier, elle se spécialise en analyse médicale (laboratoire). Elle suit de nombreux stages de perfectionnement notamment au Centre International de Recherche Chantal Biya (CIRCB), puis, elle suit la formation de pair éducateurs à Douala, mais aussi, elle assure le protocole à la Sous-préfecture de Garoua-Boulai. Sa vie associative est tout aussi dense. Elle est présidente et membre de plusieurs associations, notamment le Réseau de Femmes d'affaires de Garoua-Boulai (RAFADAG). Avec ces nombreuses occupations socioprofessionnelles, Esther Yaffo n'hésite pas à s'engager dans la politique.

Ainsi, sa vie politique débute en 1997 avec un simple statut de militant OFRDP. Dix ans plus tard, (2007) elle occupe les postes de Secrétaire général de l'OFRDPC et de Conseiller municipale à la commune de Garoua-Boulai. La même année, elle est élue premier adjoint au Maire et suite à la démission du maire titulaire, elle assure l'intérim jusqu'à la fin du mandat en 2013. C'est ainsi qu'aux élections municipales de 2013, elle est élue maire titulaire de la

commune de Garoua-Boulai, tout en assumant ses fonctions de Présidente de la section OFRDPC. Plusieurs motivations sont à l'origine de ce long et dur parcours plein d'embûches. Comme motivations nous pouvons citer : la domination des populations autochtones par les allogènes (musulmans économiquement assis contre les chrétiens), complexe de supériorité des allogènes vis-à-vis des femmes de la localité. C'est ainsi qu'elle décide de devenir "porte parole" de celles qui n'ont pas de voix, et de prendre en main la gestion des affaires locales. Comme elle le dit plus clairement, « je suis de la localité et pourquoi pas m'occuper de la gestion de ses affaires ? Il faut que nous soyons à la tête du processus de développement de notre contrée »¹²¹. De ce fait, Esther Yaffo, malgré les différentes critiques ne se contente pas de rester assise derrière son bureau. Grâce à son dynamisme et son charisme on constate une grande amélioration au niveau urbain. Elle fait valoir son statut de maire en améliorant l'image de la commune. Elle commence par la construction d'un hôtel de ville qui est le tout premier bâtiment de la mairie de Garoua-Boulai. Plusieurs autres œuvres sont mises sur pied notamment la création d'un parc à gros porteurs, l'ouverture des routes reliant Garoua-Boulai à des zones périphériques, la construction des salles de classes et des points d'eau, la construction du marché en matériaux définitifs, la prise en charge des enseignants vacataires des écoles primaires, la mise sur pied d'un marché international du bétail (R.C.A, Tchad, Cameroun, ...) (en période de paix)¹²². Ces différentes réalisations sont une grande satisfaction pour la population de la commune. D'après certains, Esther Yaffo est la personne qu'il fallait pour le développement de la commune de Garoua Boulai. A ce propos, une employée de la mairie nous a dit ceci :

La population de la commune ne connaît plus de problèmes de manque d'eau, car dans chaque quartier on trouve des forages qui produisent de l'eau potable indispensable pour la santé.

¹²¹ Entretien avec Esther Yoffo Ndoe, 45 ans, maire de Garoua-Boulai, 1^{er} avril 2016.

¹²² Entretien avec Raymond Kpao, 47 ans, Enseignant, Premier adjoint au maire de la commune de Garoua-Boulai, le 1^{er} avril 2016.

Certains employés de la commune connaissaient de sérieux problèmes de salaire, mais depuis que notre mère, parce qu'elle est comme une mère pour nous, est à la tête de la mairie, il ne se passe pas un mois sans que nous soyons rémunérés¹²³.

Ces différentes réalisations ont amené le gouvernement camerounais à l'élever au rang de chevalier de l'ordre de la valeur. Cette distinction ne laisse pas Madame le maire indifférente. Au contraire, elle nourrit de nombreuses ambitions pour le futur de la commune. Elle a de nombreux projets en cours notamment la réactualisation du plan d'urbanisation de la ville, la création d'emplois pour les jeunes et bien d'autres.

Photo 2: Hôtel de ville de Gaoura-Boulaï construit par Esther Yaffo



Cliché de Mireille Foro Zoulde

Sur cette image, nous observons madame Yaffo Ndoe Esther, Maire de la commune de Garoua-Boulai assise derrière son bureau. Auteur de plusieurs œuvres, elle est à l'origine de la création de l'hôtel de ville que nous observons à l'extrême droite de l'image. Ce monument situé en plein centre de la ville, rehausse son image.

2- Madame Brigitte GOBE

Née le 1^{er} avril 1928 à Douala, Brigitte Mayé est l'épouse de Mr Gobe, un patronyme très connu dans la région de l'Est Cameroun. Elle était enseignante de profession, première femme député originaire de la région orientale,

¹²³ Entretien avec madame Gbaya Adelaïde, 43 ans, agent d'entretien à la mairie de Garoua-Boulaï, le 1^{er} avril 2016.

Département du Haut-Nyong, elle est élue à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1973. Après son adhésion à l'UNC, elle occupe successivement les postes de Conseillère et commissaire aux comptes de la section départementale de l'OFUNC du Mfoundi. Son métier d'enseignante lui permet de siéger au sein de la commission de l'éducation de l'information, de la culture et des affaires sociales de 1973 à 1983. Elle a représenté l'Assemblée Nationale à l'ex-Office National de la Recherche Scientifique et Technique (ONAREST). Ce brillant et admirable parcours politique lui confère la distinction honorifique de Chevalier du mérite camerounais de 3^{ème} classe¹²⁴.

Photo 3 : Brigitte GOBE, première femme député de l'Est Cameroun



Cliché de Mireille Foro Zoulde

L'image ci-dessus nous présente la première femme député de la région de l'Est Cameroun. Madame Gobé Brigitte est la première femme de l'Est Cameroun élue à l'Assemblée Nationale à partir de 1973. Par son courage, sa détermination et un travail de longue allène cette femme a su braver les

¹²⁴ Archives du Ministère de la Recherche scientifique et de l'innovation, Les grandes figures féminines du Cameroun, p.56.

obstacles et les préjugés qui entravaient le décollage politique de la femme particulièrement celle de l'Est Cameroun.

3-Madame TOKPANOU Isabelle

Madame Tokpanou née Ndjolé Isabelle, voit le jour le 27 novembre 1936 à Kribi. Originaire de l'arrondissement de Mindourou, département du Haut-Nyong, cette digne fille Badjoué dont le père Monsieur Ndjolé était dans les années 1930 un haut commis des régies financières est béninoise par alliance. Elle épouse monsieur Tokpanou Marcel le 08 juillet 1961. De cette union, Isabelle Tokpanou ne compte pas oublier ses origines. Elle le dit d'ailleurs quand on lui fait la remarque : « *je suis camerounaise et fière de l'être* »¹²⁵.

Au niveau de son cursus scolaire, elle fréquente au Cameroun et en France des établissements de renom : Ecole des filles de Messa à Yaoundé (1950-1954), Collège moderne des jeunes filles de New-Bell, Ecole normale des institutrices de Cahor en France, Lycée Gust'lau de Nantes et Lycée Fenelon à Paris (1957-1959), Faculté des sciences d'Orsey (1959-1963), l'UER des sciences naturelles de Poitier (1965-1978). Ce brillant parcours scolaire et académique lui permet d'obtenir successivement le CEPE en 1950 à Yaoundé, le BEPC en 1954 à Douala, baccalauréat en sciences naturelles en 1957 à Orsey, la licence d'enseignement des sciences naturelles en 1967, le DEA de physiologie animale en 1975 et le Doctorat en physiologie animale en 1978. A cette trajectoire scolaire et académique sans faute, s'ajoute une remarquable expérience professionnelle aussi bien dans l'enseignement secondaire qu'au niveau supérieur. De ce fait, Madame Tokpanou est de 1963 à 1975 Professeur des sciences naturelles au Lycée Behanzin de Porto-Novo, Hélène Boucher à Paris, Villeneuve Saint George, Trechville d'Abidjan et Tokoin de Lomé. Au niveau universitaire, elle est assistante à Lomé, puis à Yaoundé, avant d'être Chargée de Cours à la Faculté des Sciences de l'Université de Yaoundé entre

¹²⁵ Archives du Ministère de la Recherche scientifique et de l'innovation, Les grandes figures féminines du Cameroun, p.56.

1980 et 1992. Au même moment, elle occupe d'importants postes de responsabilité sur le plan administratif. Entre autres Conseiller pédagogique en sciences naturelles à l'Institut des sciences de l'éducation de Lomé, Coordinatrice des travaux dirigés en électrophysiologie à l'Université de Yaoundé, Coordinatrice des enseignements de Licence 2 en Physiologie animale tout en effectuant des missions d'enseignement à l'Université Nationale du Bénin à Abomey-Calavy dans le cadre de la coopération universitaire¹²⁶.

En plus de ces responsabilités professionnelles, elle a de nombreuses charges à caractère scientifique. Elle est Fondatrice et Présidente des femmes scientifiques du Cameroun (FESCICAM) de 1990 à 1992, Fondatrice et présidente de « Forum For African Women Educationalist Cameroon (FAWECAM) de 1997 à 2002. Elle représente le Cameroun à différentes conférences internationales sur l'éducation et la formation. Elle est membre consultatif régional de Female Education in Mathematics and Sciences in Africa, membre du Comité consultatif de pédagogie et d'éthique de l'Institut de recherche pour le développement en France de 2001 à 2003, membre du comité national d'éthique de la recherche pour la santé en 2012. De ce fait, à travers ce brillant parcours scolaire, académique et socioprofessionnel, on voit en Madame Tokpanou, une femme de caractère, celle qui ne recule devant aucun obstacle. Elle le dit d'ailleurs, une « dure à cuire »¹²⁷, même en politique.

Sur le plan politique, disons que cette grande expérience professionnelle ouvre le chemin d'une brillante carrière politique et managériale à Madame Tokpanou. Elle occupe les hautes fonctions suivantes : Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Education Nationale de 1992 à 1997, Présidente du Conseil d'administration au Palais des Congrès de 2003 à 2013, membre du bureau National du Réseau des femmes africaines et parlementaires, membre du Cercle

¹²⁶ Archives du Ministère de la Recherche scientifique et de l'innovation, les grandes figures féminines du Cameroun, p.56.

¹²⁷ Isabelle Tokpanou citée par Les grandes figures féminines du Cameroun, Archives du MENRESI, p.57.

des amis du Cameroun (CERAC) depuis 2006. Militante engagée, elle est membre du RDPC depuis sa création en 1985. Ainsi, de 1986 à 1990 elle occupe le poste de Délégué à l'éducation et au développement de l'OFRDPC du Mfoundi. Elle décrit ainsi ses performances politiques avec forte ardeur et enthousiasme¹²⁸. Dans les années 1990, avec l'instauration du multipartisme, Madame Tokpanou a contribué à maintenir la région de l'Est dans le régime du parti proche du pouvoir. Elle est actuellement Sénatrice de l'Est Cameroun représentant le département du Haut-Nyong.

Photo 4 : Isabelle Tokpanou sénatrice représentant le Haut-Nyong



Cliché de Mireille Foro zoulde

Sur cette image, nous observons madame Tokpanou née Njolé Isabelle. Elue sénatrice lors des toutes premières élections sénatoriales du Cameroun, elle représente le département du Haut-nyong. Cette dame de caractère connaît un brillant parcours scolaire et académique qui lui permet d'occuper des hautes fonctions administratives au niveau national et international. Ce parcours socioprofessionnelle sans embuche est accompagné d'une vie politique très riche.

¹²⁸ Anonyme, Les grandes figures féminines du Cameroun, p.57.

En clair, il était question dans cette première partie de présenter le parcours politique des femmes de la Région de l'Est. Nous pouvons ainsi dire que certaines femmes de la région ont marqué la vie politique par leurs actions, leur engouement et leur dynamisme. Cependant, on note certaines limites dans la pratique des affaires politiques par ces dernières.

II- LES LIMITES DES ACTIONS POLITIQUES DE LA FEMME DE L'EST

Notre analyse dans cette partie portera sur les différentes insuffisances et manquements qu'on observe dans l'action politique de la femme de la région Est-Cameroun. Sa carrière politique est émaillée de nombreuses lacunes qu'on pourrait résumer en un mot : le sous-développement, dont les indicateurs sont : l'enclavement, et les problèmes liés au manque d'instruction.

A- L'Est Cameroun : une région noyée dans l'enclavement

La région de l'Est Cameroun est l'une des plus pauvres du pays¹²⁹. L'une des causes de cette pauvreté est le problème de l'enclavement. Ce n'est pourtant pas une région insulaire. Actuellement, en dehors de la nationale qui relie les régions du centre et ceux du grand nord, en passant par l'Est la région connaît de nombreux problèmes de route. Ainsi dans certaines zones, il faut faire recourt aux pirogues et autres embarcations de fortune suffisamment amorties par des décennies de service¹³⁰. Face à cette situation, les populations qui vivent dans ces zones, ont de la peine à circuler et à écouler leurs produits agricoles vers les zones de commercialisation. De plus cette situation ne permet pas ou n'encourage pas les opérateurs économiques à s'installer dans la région. A cela s'ajoute la grande pauvreté, car ces populations manquent de moyens pour se procurer les éléments nécessaires du quotidien (pétrole, savon, sel huile...).

¹²⁹ www. Encyclopédia.com, du 22 avril 2016.

¹³⁰ C'est le cas des axes Bertoua Batouri et Bertoua Nguélémeidouka, les moyens de transport pour s'y rendre sont des vieux cars saviemes qui ont des années d'existence et pour y arriver il faut au moins trois à quatre heures de voyage portant les distances qui séparent ces lieux ne sont pas à plus de 160 km.

De tous les problèmes susmentionnés, on peut dire que l'élite politique féminine de la région est ignorante des réalités locales car elle n'est pas régulière sur le terrain pour s'acquérir des difficultés de la population. Pis encore, il y a une inadéquation entre les promesses faites par ces dernières lors des campagnes et des meetings électoraux et les réalisations post électorales. Lors des campagnes électorales, ces femmes promettent monts et merveilles aux populations dans le seul but de se faire élire. En dehors de quelques denrées alimentaires (sacs de riz, poisson, sel...) offertes, les populations sont délaissées et oubliées par les élus une fois les résultats proclamés. On comprend tout simplement que ces femmes politiques ont des limites dans leur action difficiles à déceler mais qui se traduisent par des défaillances caractéristiques lors des débats politiques. Elles ne présentent pas de façon énergique les maux dont souffre la région à la hiérarchie. C'est ainsi par exemple que le problème de l'enclavement de la région perdure et constitue un très grand frein au processus de développement, comme on peut le voir dans la région. Une bonne route favorise les échanges, entraîne les investisseurs et le développement. Ne dit-on pas souvent que « là où la route passe le développement suit ? »

B- Les problèmes liés au manque d'instruction

D'après les résultats de nos recherches, nous avons réalisé que sur près de vingt femmes politiques de la région, seules 4 ont un niveau d'étude supérieure ou égal au baccalauréat¹³¹. Par conséquent, elles sont pour la plus part incapables de s'affirmer en public, de prendre position lors des débats, de présenter leurs projets, et de sensibiliser les populations locales. Ces femmes peu instruites constituent la plus grande masse de l'élite politique féminine de la région. Elles sont entrées en politique grâce à une élite masculine qui les manipule et les maintient sous son joug. Ainsi, sur le terrain, elles ne peuvent

¹³¹ Nous avons les cas de madame Isabelle Tokpanou qui a un doctorat, madame Moampea Marie claire professeur de médecine, madame Monique Ouli Ndongo, et madame Ngonbossom kiringa Débora niveau Baccalauréat directrice d'école.

pas entreprendre des projets de développement dans leur localité sans l'avis de leurs mentors de peur de se voir éclabousser.

En plus, au même titre que les femmes politiques des années 1975, celles de nos jours ne jouent pas un rôle déterminant pour sortir la région du sous-développement. On note une insuffisance criarde des infrastructures sociales dans la région. De plus, chaque femme député ou maire a un budget alloué chaque année pour la réalisation des projets et l'amélioration des conditions de vie de la population. Contrairement aux femmes des autres régions, qui organisent des rencontres de sensibilisation des populations et les séminaires de formation sur les petits métiers dans le but d'amener les jeunes à s'auto-employer, celles de l'Est sont peu actives. On voit très souvent des femmes députés du centre faire des dons de matériel agricole aux populations rurales (brouettes, porte-tout, machettes, grandes houes, groupes électrogènes, pulvérisateurs...) et à la période des rentrées scolaires elles offrent les manuels et des aides financières aux élèves et aux étudiants pour les encourager dans leurs études¹³². A l'Est Cameroun, au lieu d'instaurer une politique de construction, les femmes politiques instaurent celle de la division¹³³. Elles évoluent en marge de la population rurale.

En clair, le parcours politique de la femme de l'Est Cameroun présente de nombreuses insuffisances et défaillances. Face aux difficultés de la population on se rend compte que certaines femmes politiques sont peu soucieuses de la situation générale de la région et n'en font pas un véritable cheval de bataille. On se pose donc la question de savoir si la gestion des affaires de la cité à l'Est ne se limite qu'à la course à ces postes lors des campagnes électorales ?

En définitive, il était question dans ce chapitre de présenter les pionnières de la politique de la région de l'Est Cameroun et les limites de leur action.

¹³² On peut citer comme exemples de Marie Rose Nguini Effa députée du centre qui s'implique activement dans les projets de développement de son arrondissement et encourageant les jeunes enfants à aller à l'école.

¹³³ On ne les voit pas s'activer auprès de la population et ne s'engagent pas dans le processus d'éradication de la déperdition scolaire.

Ainsi, au terme de notre analyse, nous disons que malgré leur présence en nombre limité dans la sphère politique nationale, certaines femmes parviennent à marquer la population par leur détermination, leur volonté et leur dynamisme. Cependant, face aux différents problèmes qui se posent à la région, on se rend compte que l'action politique de la femme présente de nombreuses lacunes. Pourtant, des solutions sont envisageables pour encourager la femme de l'Est à mieux s'engager dans la vie politique pour promouvoir le développement de la région.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de cette réflexion qui portait sur « la place de la femme dans la politique au Cameroun : le cas de la région de l'Est de 1960 à 2013 », il ressort que deux périodes ont influencé l'intégration de celle-ci dans ce domaine. La première période est celle du monopartisme au cours de laquelle de nombreux facteurs ont limité l'intégration de la femme de cette région dans les instances de décision du pays. Comme facteurs on peut citer : la tradition, le manque d'instruction, la pauvreté, l'histoire. Ainsi, pendant longtemps la femme de l'Est Cameroun a pensé que son rôle dans la sphère politique devait être circonscrit dans les limites définies par les hommes. Ces limites ont contribué à la marginalisation et à l'écartement de la femme de la région de l'Est Cameroun de la vie politique.

La deuxième période est celle du multipartisme. Ici, de nombreux efforts sont fournis pour une certaine amélioration de la condition de la femme en politique. Le contexte international, l'Etat, la société civile, et bien d'autres amènent la femme camerounaise et particulièrement celle de l'Est à se réveiller de son retard et à s'impliquer dans la vie politique de sa région et du pays en général. De ce fait, bien que le nombre de femmes de l'Est évoluant en politique soit limité, elles sont représentées à tous les niveaux de la vie politique de la région et du pays. Il faut aussi préciser que ces femmes sont issues de toutes les couches sociales et des différents secteurs d'activité économique.

Certaines d'entre elles réussissent à s'affirmer dans ce domaine à travers leur rôle de décideurs, d'animatrices, et d'organisatrices. Même si ces fonctions ne sont pas toujours assurées de façon méthodique, elles parviennent à s'affirmer et à mettre en place de grands projets de développement.

Ainsi, s'il est vrai que l'émancipation de la femme ne pourrait se concevoir en dehors d'un régime démocratique, il est tout aussi irréfutable que la mise en place d'une nouvelle société est impossible sans la contribution des masses féminines. De ce fait, il est nécessaire de tout mettre en œuvre pour une plus grande représentativité de la femme camerounaise, celle de la région de l'Est en particulier, dans le processus de développement du pays, en la laissant libre de faire entendre sa voix, d'exprimer ses choix, et d'intégrer les instances de prise de décision. En tant que mère, la femme de l'Est, comme toutes les autres, est dotée d'un instinct de conservation et de gestion qui lui permettent de mieux gérer les affaires de la région. Pour cela le pouvoir public et les leaders politiques masculins doivent l'encourager pour que son action politique soit effective. Cet encouragement passe par la promotion de la femme.

Cependant cette promotion ne pourrait se réaliser par l'accession d'une minorité à des charges élevées, mais par une intervention collective des femmes à tous les échelons de la vie politique. Elle voudrait aussi que les femmes de l'Est Cameroun soient capable d'accéder non pas, une par une, mais massivement et partout, à toutes les fonctions jusqu'alors réservées à l'homme et prétendues uniquement de son ressort. Aussi, il revient à la femme de l'Est de prendre son destin politique en main. Pour cela elle devrait avoir de l'engouement, avoir une culture politique poussée, et la connaissance de ses droits. C'est à ces seules conditions que la femme de l'Est sera capable de participer au même titre que l'homme au processus de développement pays. Cette participation ne saurait se réaliser sans la transformation des structures paralysantes de la société, sans l'installation des rapports démocratiques. Car il est désolant de constater que les politiques dites de développement mises en place au lendemain de l'indépendance persistent à relativiser la condition de la femme.

En somme, la prise en compte des aspirations de la femme de l'Est s'impose, tant elle contribue activement et d'une manière considérable à accélérer l'évolution socioéconomique et culturelle de la région.

SOURCES ET REFERNCES BIBLIOGRAPHIQUES

I-SOURCES PRIMAIRES

A- Archives

ANY2AC974 (2), Correspondance du haut commissaire relatif aux statuts de l'UDEFEF, 1952.

Archives mairies, FEICOM, Assemblée Nationale, MINCOFF, du MINCOFF, MINRESI, Bureau national du RDPC.

B- Sources Orales

Nom et Prénoms	Age	Profession	Genre	Lieu et Date
Ayoka Jean Paul	45 ans	Conseiller municipal	Masculin	Bertoua le 4 janvier 2016
Beguima Rufine	50 ans	Agent communal	Féminin	Bertoua le 15 mars 2016
Bouko Yvette	47 ans	commerçante	Féminin	Bertoua le 5 avril 2016
Dogoua Keman Gilbert	69 ans	Enseignant retraité	Masculin	Bertoua le 4 janvier 1016
Doua Albert	42ans	couturier	Masculin	Garoua- boulaï le 01 avril 2016
Emama Clémentine	57 ans	Enseignante retraitée	Féminin	Bertoua le 4 avril 2016
Gbaya Adelaïde	43 ans	Agent communal	Féminin	Garoua-boulaï le 01 avril 201
Gbaye Olive	45 ans	Enseignante	Féminin	Bertoua le 4 avril 2016
Kpao Raymond	45 ans	Enseignant / adjoint au maire	Masculin	Garoua- boulaï le 29 mars 2016
Mbangoué Yolande	45 ans	Cadre d'ELECAM	Féminin	Bertoua aout 2015
Mbélé Mbangoué Jacques	50 ans	Cadre d'administration	Masculin	Bertoua aout 2015
Nalao Rosalie	42 ans	Secrétaire d'administration	Féminin	Yaoundé le 15 avril 2016
Napo Laurentine	36 ans	Enseignante/ opératrice	Féminin	Bétaré-Oya le 29 janvier 201-

		économique		
Ngonbossom Kiringa Débora	43 ans	Enseignante/ présidente de section	Féminin	Bertoua le 4 janvier 2016
Yaffo Ndoé Esther	45 ans	Infirmière/ maire	Féminin	Garoua-Boulai le 01 avril 2016
Zouya Mimbang Lucie	59 ans	Enseignante	Féminin	Yaoundé le 10 avril 2015

C- Documents officiels et rapports

"Code Juridique de la promotion des droits de la femme" 2005

"Loi n° 90 /053 et n° 99/011 portant sur la liberté d'association " juillet 1999

"Procès-verbal des élections des membres du bureau RDPC section Lom et Djérem Sud" 2009

"Procès verbal d'élection du bureau exécutif du RDPC" 2009

"Rapport d'évaluation annuelle du comité central sur les activités socioculturelles au sein du RDPC" Janvier 2008

Union Interparlementaire, "hommes et femmes en politique, la démocratie inachevée, série" n°28, Genève, 1997

II- SOURCES SECONDAIRES

A- Ouvrages

Cheik Hamidou kane, *l'Aventure ambiguë*, paris, Présence africaine, 1961.

Coquery-Vidrovich Catherine, *les africaines, histoire des femmes d'Afrique noire du XIX^{ème} siècle*, Paris, édition Desjonquières, 1994.

Etoga Eyili Fabien, *Sur le chemin du développement : essai d'histoire des faits économiques du Cameroun*, Yaoundé CEPME, 1971.

Hadiza Djibo, *La participation des femmes à la vie politique : les exemples du Sénégal et du Niger*, paris harmattan, 2001.

Laqueur Thomas, *la fabrique du sexe : essai sur le corps et le genre en occident*, Paris, Gallimard, 1990

Mfraram Atchang, *Droit des femmes au Cameroun et leur citoyenneté politique*, mars 2008.

Nchouwat A et Als, *l'Assemblée Nationale du Cameroun: compétences et configuration*, presses universitaires d'Afrique, 2005.

Ngadjui Nicolas, *l'intégration de la femme dans le système politique camerounais*, Yaoundé, édition Zaye, 1990.

Parpart Jane, Staudt Kathleen, *women and state in Africa*, London, Lynner Reiner publishers, 1988.

Schwarzenberg Roger Gérard, *sociologie politique*, Paris, Mont chrétien, 1998

Sindjoun Luc, *la biographie du sexe : genre, société et politique au Cameroun*, Paris, Karthala, 2000

B- Mémoires et Thèses

Bouba, "la femme dans la vie politique et économique au Cameroun de 1960 à 2004" mémoire de DEA en histoire, Université de Yaoundé I, 2008.

Manga Mebenga Melissa, "femme et pouvoir politique au Cameroun : le cas de l'arrondissement de Ngoumou de 1990 à 2012" mémoire de DIPES II, école normale supérieure de Yaoundé, 2013.

Ndami Chantal, "la dynamique d'intégration des femmes à la vie politique au Cameroun : cas du parlement camerounais de 1960 à 1997" mémoire de maîtrise en histoire, université de Yaoundé I, 2001.

Ngandi, "militantisme féminin au Cameroun : le cas de l'OFUC, l'OFUNC, et de l'OFRDPC (1965- 2002) mémoire de maîtrise en histoire, université de Yaoundé I, 2003.

Tsagué Simplicie Magloire, "femme et politique au Cameroun : essai de mise en perspective historique 1960- 1997" mémoire de maîtrise en histoire, université de Yaoundé I, 2001.

C- Articles

Abwa daniel, " femme et politique au Cameroun précolonial et colonial : essai d'analyse historique" in Fame Ndong Jacques (dir) *la femme camerounaise et la promotion du patrimoine culturel* Yaoundé édition clé 2002.

Ada Djabou, "l'acceptation de l'altérité dans les politiques de gouvernance locale : la question de la diversité des élus au nord Cameroun" in *le nord Cameroun l'épreuve du pluralisme*, Paris édition harmattan, 2012.

Mama Amina, "ôter les masques et déchirer les voiles : études culturelles pour une Afrique postcoloniale" in Mama Amina et Sow fatou (dir), *sexe genre et société engendrer les sciences sociales africaines* Dakar, Codesria et karthala, 2005.

Ndri Therese, Assié-Lumumba, "Education des filles et des femmes en Afrique : analyse conceptuelle et historique de l'inégalité entre sexes", in Mama Amina et Sow fatou (dir), *sexe genre et société engendrer les sciences sociales africaines*, Dakar, Codesria et Karthala, 2005

D- Les Revues

Cameroun tribune, n°5965, novembre 1995.

Cameroun tribune, avril 2013.

Cameroun tribune, n°4567, octobre 1999.


Cameroun tribune, n°8911, aout 2007.

ANNEXES

Annexe 1 : Quelques femmes politiques de la région de l'Est Cameroun.

Annexe 2 : Femmes et élections législatives et municipales de 2002.

ANNEXE 1 : Quelques femmes politique de la région de l'Est Cameroun

	<p>Madame Yaffo Ndoe Esther maire de la commune de Garoua-boulaï. Née le 27 aout 1971 à Garoua-boulaï est infirmière de profession. Présidente de section OFRDPC, elle est membre de plusieurs associations.</p>
	<p>Madame Ngatcha Bitom née ngonbossom Kiringa Débora est née le 3 novembre 1973 à Diang. Enseignante et directrice d'école elle est présidente de section Lom et Djerem sud. Sur le plan social elle occupe les postes de vice présidente et présidente de la league sportive de la région de l'Est.</p>
	<p>L'honorable Gobe Brigitte représente le Haut-Nyong. Née le 01 Avril 1928 à Douala. Première femme député de l'Est Cameroun. Enseignante de formation elle siège à la commission de l'éducation, de l'information, de la culture et des affaires sociales. Conseillers et commissaire au compte de la section départementale de l'OFUNC du Mfoundi elle représente l'AN à l'ex ONREST.</p>
	<p>L'honorable Bikoul Thérèse. Elle représente le haut-Nyong à l'Assemblée nationale de 1938 à 1988. Elle siège à la commission des affaires étrangères. Par ailleurs elle est enseignante.</p>



L'honorable Kankany Marie-Claire née le 18 octobre 1946 à Kagnol II représente le département de la Kadeï. Commerçante de profession, elle est membre de la commission de l'éducation.



Première femme député du Lom et Djérem, honorable Majrigoh Emilienne voit le jour le 4 Avril 1948 à Bertoua. Agricultrice de profession, elle siège à la commission de production.



L'honorable Apouma Emilienne est née en 1938 à Djampel (Mbang). Elle représente la kadeï à l'assemblée Nationale de 1992 à 1997. Membre de la commission de production elle est hôtelière de profession.



L'honorable Mebande Brigitte est la présidente du Réseau des Femmes Parlementaires du Cameroun (REFEPAC). Exploitante forestière elle est membre titulaire du conseil supérieur de la magistrature et siège à la commission des affaires étrangères de l'AN.



L'honorable Man Jacqueline ép. SIMBE est née le 19 janvier 1959 à Yaoundé. Ménagère, elle représente le département de la Kadeï et siège au sein de la commission des résolutions à l'Assemblée Nationale de 2002 à 2007. Elle est réélue lors des élections législatives de 2013.



Agent communal de profession, l'honorable Moakea Odile Solange représente la Kadeï à l'assemblée Nationale de 2007 à 2012. Elle occupe le poste de secrétaire du la commission de défense nationale et de la sécurité.

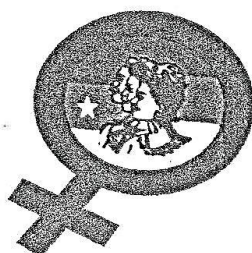
ANNEXE 2 : Femmes et élections législatives et municipales de 2002.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

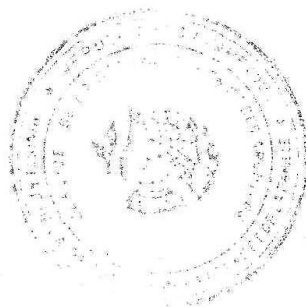
MINISTÈRE DE LA CONDITION
FEMININE

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF WOMEN'S
AFFAIRS



FEMMES ET ELECTIONS LEGISLATIVES ET MUNICIPALES DE 2002



Avril 2004

APG.M1

ANNEXE 1 : LEGISLATIVES 2002

Annexe 1 : Candidats investis par sexe et par circonscription

PROVINCE/CIRCONSCRIPTION	TITULAIRES			SUPPLEANTS			Femme tête de liste
	H	F	H+F	H	F	H+F	
ADAMAOUA							
Djerem	4	-	4	4	-	4	-
Faro et Déo	4	-	4	4	-	4	-
Mayo Banyo	6	-	6	6	-	6	-
Mbééré	12	-	12	11	1	12	-
Vina	16	2	18	15	3	18	-
Total	42	2	44	40	4	44	-

PROVINCE/CIRCONSCRIPTION	TITULAIRES			SUPPLEANTS			Femme tête de liste
	H	F	H+F	H	F	H+F	
CENTRE							
Haute Sanaga	4	-	4	2	2	4	-
Lékié	15	5	20	14	6	20	-
Mbam et Inoubou	16	2	18	14	4	18	-
Mbam et kim	3	-	3	3	-	3	-
Mefou et Afamba	12	2	14	11	3	14	1
Mefou et Akono	2	2	4	4	-	4	2
Mfoundi	51	19	70	51	19	70	4
Nyong et Kellé	14	1	15	10	5	15	-
Nyong et Mfoumou	8	2	10	7	3	10	-
Nyong et So'o	9	1	10	8	2	10	-
Total	134	34	168	124	44	168	7

PROVINCE/CIRCONSCRIPTION	TITULAIRES			SUPPLEANTS			Femme tête de liste
	H	F	H+F	H	F	H+F	
EST							
Boumba et Ngoko	6	-	6	6	-	6	-
Haut Nyong	8	1	9	9	-	9	1
Kadey	11	1	12	12	-	12	-
Lom et Djerem	15	-	15	12	3	15	-
TOTAL	40	2	42	39	3	42	1

ANNEXE 2 : MUNICIPALES 2002**Annexe 2.1 : Répartition des conseillers par sexe et par province/département**

DEPARTEMENT	Nombre total conseillers	Nombre femmes conseillers	% femmes
ADAMAOUA			
Vina	136	17	12,5%
Djerem	60	6	10,0%
Mbere	116	11	9,5%
Faro et Déo	100	5	5,0%
Mayo Banyo	91	7	7,7%
TOTAL	503	46	9,1%

DEPARTEMENT	Nombre total conseillers	Nombre femmes conseillers	% femmes
CENTRE			
Mfoundi	210	59	28,1%
Haute Sanaga	175	29	16,6%
Nyong et So'o	166	39	23,5%
Nyong et Kellé	250	39	15,6%
Mefou et Akono	100	25	25,0%
Mefou et Afamba	200	37	18,5%
Nyong et Mfoumou	141	22	15,6%
Mbam et Inoubou	200	29	14,5%
Mbam et Kim	125	15	12,0%
Lekié	267	50	18,7%
TOTAL	1834	344	18,8%

DEPARTEMENT	Nombre total conseillers	Nombre femmes conseillers	% femmes
EST			
Haut Nyong	350	38	10,9%
Lom et Djerem	191	26	13,6%
Kadey	191	22	11,5%
Boumba et Ngoko	116	16	13,8%
TOTAL	848	102	12,0%

DEPARTEMENT	Nombre total conseillers	Nombre femmes conseillers	% femmes
EXTREME NORD			
Logone et Chari	273	7	2,6%
Mayo Danay	327	20	6,1%
Mayo Tsanaga	263	13	4,9%
Mayo Sava	127	5	3,9%
Mayo Kani	217	13	6,0%
Diamaré	268	18	6,7%
TOTAL	1475	76	5,2%

	Sexe	Nombre de maires	Nombre 1er adjoint	Nombre 2e adjoint	Nombre 3e adjoint	Nombre 4e adjoint	Total Exécutif communal
EST							
Lom et Djerem	Hommes	7	5	6	1		19
	Femmes	-	2	1			3
Kadey	Hommes	7	7	7	1		22
	Femmes	-	-	-			-
Boumba et Ngoko	Hommes	4	3	4	1		12
	Femmes	-	1	-			1
Haut Nyong	Hommes	13	14	12			39
	Femmes	1	-	2			3
TOTAL EST	Hommes	31	29	29	3	-	92
	Femmes	1	3	3	-	-	7
	ENS EST	32	32	32	3	-	99
	% Femmes	3,1%	9,4%	9,4%	0,0%	-	7,1%

	Sexe	Nombre de maires	Nombre 1er adjoint	Nombre 2e adjoint	Nombre 3e adjoint	Nombre 4e adjoint	Total Exécutif communal
EXTREME NORD							
Diamaré	Hommes	8	8	8	2		26
	Femmes	-	-	-			-
Mayo Kani	Hommes	7	7	5	2		21
	Femmes	-	-	2			2
Mayo Tsanaga	Hommes	7	6	7	3		23
	Femmes	-	1	-		1	2
Mayo Sava	Hommes	3	3	3	2		11
	Femmes	-	-	-	1		1
Mayo Danay	Hommes	11	11	10			32
	Femmes	-	-	1	2		3
Logone et Chari	Hommes	9	9	9	2		29
	Femmes	-	-	-			-
TOTAL EN	Hommes	45	44	42	11	-	142
	Femmes	-	1	3	3	1	8
	ENS EN	45	45	45	14	1	150
	% Femmes	0,0%	2,2%	6,7%	21,4%	100,0%	5,3%

	Sexe	Nombre de maires	Nombre 1er adjoint	Nombre 2e adjoint	Nombre 3e adjoint	Nombre 4e adjoint	Total Exécutif communal
LITTORAL							
Wouri	Hommes	5	5	6	4		20
	Femmes	1	1	-	1		3
Moungo	Hommes	12	11	7			30
	Femmes	-	1	5			6
Sanaga Maritime	Hommes	9	8	9			26
	Femmes	-	1	-			1
Nkam	Hommes	4	3	4			11
	Femmes	-	1	-			1
TOTAL LT	Hommes	30	27	26	4	-	87
	Femmes	1	4	5	1	-	11
	ENS LT	31	31	31	5	-	98
	% Femmes	3,2%	12,9%	16,1%	20,0%	-	11,2%

	Sexe	Nombre de maires	Nombre 1er adjoint	Nombre 2e adjoint	Nombre 3e adjoint	Nombre 4e adjoint	Total Exécutif communal
SUD OUEST							
Fako	Hommes	4	4	4	3		15
	Femmes	1	1	1			3
Meme	Hommes	3	2	2	1		8
	Femmes	-	1	1			2
Manyu	Hommes	4	4	3			11
	Femmes	-	-	1			1
Ndian	Hommes	9	6	7			22
	Femmes	-	3	2			5
Lebialern	Hommes	3	3	3			9
	Femmes	-	-	-			-
Koupe Manengouba	Hommes	3	3	1			7
	Femmes	-	-	2			2
TOTAL SUD OUEST	Hommes	26	22	20	4	-	72
	Femmes	1	5	7	-	-	13
	ENS SW	27	27	27	4	-	85
	% Femmes	3,7%	18,5%	25,9%	0,0%	-	15,3%

PROVINCE	Sexe	Nombre de maires	Nombre 1er adjoint	Nombre 2e adjoint	Nombre 3e adjoint	Nombre 4e adjoint	Total Exécutif communal	% exécutif par sexe
ADAMAOUA	Hommes	17	16	13	4	-	50	90,9%
	Femmes	-	1	4	-	-	5	9,1%
CENTRE	Hommes	64	61	38	7	-	170	79,8%
	Femmes	4	7	30	2	-	43	20,2%
EST	Hommes	31	29	29	3	-	92	92,9%
	Femmes	1	3	3	-	-	7	7,1%
EXTRÊME NORD	Hommes	45	44	42	11	-	142	94,7%
	Femmes	-	1	3	3	1	8	5,3%
LITTORAL	Hommes	30	27	26	4	-	87	88,8%
	Femmes	1	4	5	1	-	11	11,2%
NORD	Hommes	19	18	15	5	1	58	90,6%
	Femmes	-	1	4	1	-	6	9,4%
NORD OUEST	Hommes	32	27	26	14	-	99	89,2%
	Femmes	-	5	6	1	-	12	10,8%
OUEST	Hommes	41	35	34	5	-	115	87,8%
	Femmes	-	6	7	3	-	16	12,2%
SUD	Hommes	22	22	14	2	-	60	77,9%
	Femmes	3	3	11	-	-	17	22,1%
SUD OUEST	Hommes	26	22	20	4	-	72	84,7%
	Femmes	1	5	7	-	-	13	15,3%
TOTAL CAMEROUN	Hommes	327	301	257	59	1	945	87,3%
	Femmes	10	36	80	11	1	138	12,7%
	ENSEMBLE	337	337	337	70	2	1 083	100,0%
	% Femmes	3,0%	10,7%	23,7%	15,7%	50,0%	12,7%	//

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	i
DEDICACE.....	iii
REMERCIEMENTS.....	iv
LISTE DES SIGLES ABREVIATIONS ET ACRONYMES	v
LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES PHOTOS ET CARTE	vii
RESUME	viii
ABSTRACT	ix
INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE 1 : LA FEMME DE L’EST DANS L’ACTION POLITIQUE DE 1966 A 1990.....	12
I- LE MONOPARTISME ET LA SITUATION POLITIQUE DE LA FEMME DE L’EST CAMEROUN 1966 – 1990	12
A- La femme de l’Est au sein du parti politique au pouvoir : L’UNC.....	13
1- Une absence remarquable de femmes au sein de l’UNC : 1966 – 1985	13
2- L’OFUNC : organe féminin de l’UNC de 1966 à 1985	14
B- LA FEMME DE L’EST-CAMEROUN AU SEIN DU RDPC : 1985– 1990	15
1- Une minorité des femmes au sein du RDPC	15
2- La femme au sein de l’OFRDPC et l’OJRDPC : 1985 - 1990.....	16
C- LES FEMMES AU SEIN DES COMMUNES ET DU PARLEMENT	18
II- LES FACTEURS LIMITANT L’INSERTION DE LA FEMME DE L’EST DANS LES CIRCUITS POLITIQUES AU CAMEROUN ENTRE 1966 ET 1990	19
A- LES FACTEURS SOCIOLOGIQUES ET HISTORIQUES	19
1- Les effets de la colonisation	19
2- Une société patriarcale.....	22

3-	Un niveau d’instruction faible	23
4-	La situation biologique de la femme	25
B-	LES FACTEURS RELIGIEUX ET ECONOMIQUES	25
1-	Les effets de la religion	25
2-	Les facteurs économiques.....	26
CHAPITRE 2 : LE MULTIPARTISME ET LA SITUATION POLITIQUE		
DE LA FEMME DE L’EST CAMEROUN 1990–2013		
I-	LES FACTEURS QUI DETERMINENT L’INTEGRATION DE LA	
	FEMME DE L’EST CAMEROUN EN POLITIQUE : 1990-2013	29
A-	LES FACTEURS POLITIQUES.....	29
1-	Le gouvernement camerounais et sa politique en faveur de la femme ..	29
2-	Le rôle de la société civile et des partis politiques	31
B-	LES FACTEURS PSYCHOLOGIQUES ET SOCIOCULTURELS.....	34
1-	Le niveau d’instruction	34
2-	Les rapports familiaux	35
C-	LES FACTEURS ECONOMIQUES	36
1-	Les potentialités économiques de la femme	36
2-	La notoriété de l’époux	37
II-	LES LIEUX DE REPRESENTATION POLITIQUE DE LA FEMME	
	DE L’EST CAMEROUN 1990–2013.....	38
A-	LA FEMME AU SEIN DES PARTIS POLITIQUES	38
1-	Le RDPC et la situation de la femme	38
2-	La place de la femme au sein des partis d’opposition 1990 – 2013.....	41
B-	LA REPRESENTATION DES FEMMES DE L’EST AU SEIN DES	
	COMMUNES.....	43
1-	Les femmes maires des communes de l’Est Cameroun	43
2-	Les femmes reléguées aux postes d’adjoint au maire	44
3-	La femme de l’Est conseillère municipale	45
C-	LA PLACE DE LA FEMME DE L’EST AU SEIN DU PARLEMENT	
	CAMEROUNAIS DE 1990 A 2013	46
1-	L’Assemblée Nationale	46

2- Le Sénat	48
CHAPITRE 3 : LES DEFIS LIES A L'ACTION POLITIQUE DE LA FEMME ET LA REPARTITION SOCIOPROFESSIONNELLE DES FEMMES POLITIQUES DE LA REGION DE L'EST.....	50
I- LES DEFIS LIES A L'ACTION POLITIQUE DE LA FEMME DE L'EST CAMEROUN	50
A- Les obstacles socioéconomiques	50
1- Une société entre tradition et modernité.....	50
2- L'égoïsme des hommes politiques de la région	51
3- Les problèmes financiers	52
B- Les défis sur le plan structurel	54
1- La manipulation des militantes.....	54
2- Le comportement des femmes au sein des instances décisionnaires du pays	54
3- l'inégale répartition des sexes dans les postes de responsabilités	55
II- APPARTENANCE SOCIOPROFESSIONNELLE DES FEMMES POLITIQUES DE LA REGION DE L'EST	59
A- Les appartenances sociales des femmes politiques de l'Est Cameroun .	59
1- La basse classe.....	60
2- La classe moyenne.....	60
3- La classe des privilégiées	61
B- Les appartenances professionnelles des femmes politiques de l'Est Cameroun	62
1- Le secteur privé.....	62
2- Les femmes du secteur public	63
CHAPITRE 4 : LES PIONNIERES POLITIQUES A L'EST-CAMEROUN ET LES LIMITES DE LEURS ACTIONS.....	67
I- LES PIONNIÈRES DE LA POLITIQUE À L'EST-CAMEROUN	67
A- Les femmes des partis politiques.....	67
1-Le parcours de NGATCHA MBITOM Debora.....	67
2-Madame Emama Clémentine : Présidente se section OFRDPC	70

1- Le portait de Georziane Marlyse Aboui	71
B- Les pionnières des autres instances de décision	73
1- La trajectoire de YAFFO NDOE Esther	73
2- Madame Brigitte GOBE	75
3- Madame TOKPANOU Isabelle.....	77
II- LES LIMITES DES ACTIONS POLITIQUES DE LA FEMME DE L'EST	80
A- L'Est Cameroun : une région noyée dans l'enclavement.....	80
B- Les problèmes liés au manque d'instruction	81
CONCLUSION GENERALE	82
SOURCES ET REFERNCES BIBLIOGRAPHIQUES	82
ANNEXES	82
TABLE DES MATIERES	82